

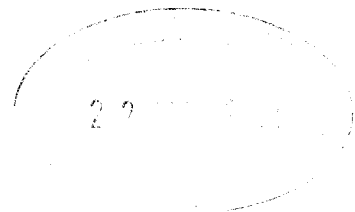
E46A27
E88
2002/03
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

***SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC***

***DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE***

Mars 2002



ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

***SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC***

***DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE***

Mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche 01	Organigramme du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec
Fiche 02	Liste des publications
Fiche 03	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2001
Fiche 04	Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels
Fiche 05	Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 2001-2002
Fiche 06	Liste des études commandées à l'extérieur durant l'exercice financier 2001-2002
Fiche 07	Liste des contrats attribués en 2001-2002 spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques
Fiche 08	Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés en 2001-2002
Fiche 09	Liste détaillée des contrats qui ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial
Fiche 10	Montant de certaines dépenses pour l'exercice financier 2001-2002
Fiche 11	Liste de tous les véhicules fournis
Fiche 12	Nombre et répartition du personnel
Fiche 13	Nombre de personnes qui ont bénéficié du Programme de départ volontaire qui ont été rappelées
Fiche 14	Jours de maladie, jours de vacances et temps supplémentaire du personnel professionnel (14 a), fonctionnaire (14 b) et cadre (14 c)
Fiche 15	Informations concernant l'effectif du Secrétariat
Fiche 16	Informations relatives aux espaces loués par la SIQ
Fiche 17	Liste des firmes, autre que la SIQ, qui louent des espaces au Secrétariat
Fiche 18	Liste du personnel du cabinet du ministre
Fiche 19	Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire
Fiche 20	Liste des crédits périmés par programmes et par éléments
Fiche 21	Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral
Fiche 22	Liste du personnel en disponibilité embauché pour les négociations dans la fonction publique
Fiche 23	Liste du personnel hors structure
Fiche 24	Liste du personnel rémunéré par le Secrétariat et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres
Fiche 25	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres, et affecté au Secrétariat
Fiche 26	Liste du personnel qui reçoit une double rémunération
Fiche 27	Liste détaillée du matériel informatique
Fiche 28	Nombre d'ETC alloués au projet GIREs
Fiche 29	Impact prévu de l'implantation du projet GIREs sur le nombre d'emplois
Fiche 30	Applications GIREs pour le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec
Fiche 31	Évolution de la masse salariale du Cabinet
Fiche 32	Liste de tous les abonnements et le coût
Fiche 33	Information sur le site Internet
Fiche 34	Programmes spécifiques offerts aux jeunes
Fiche 35	Informations sur les missions à l'étranger
Fiche 36	État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003
SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC

TABLE DES MATIÈRES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche 10 Actions posées et crédits dispensés pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire

Fiche 11

Copie des avis transmis par le Comité aviseur de l'action communautaire autonome

Politique gouvernementale :

Avis préliminaire du Comité aviseur de l'action communautaire autonome – 2 avril 2001

Avis du Comité aviseur de l'action communautaire autonome – 5 juin 2001

Commentaires préliminaires du Comité aviseur de l'action communautaire (Mise en œuvre de la politique gouvernementale – 10 janvier 2002

Programmes de soutien financier :

Avis du Comité aviseur de l'action communautaire autonome – 21 février 2002

Fiche 12a

Liste par programme et par région des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec pour 2001-2002 (En date du 6 mars 2002)

Fiche 12b

Politique et critères d'attribution des subventions pour l'exercice financier 2001-2002

Fiche 12c

Liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée

Fiche 33 Liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le Secrétariat ou par un (des) employé (s) de l'organisme pour les cinq dernières années.

Fiche 34 Dépenses effectuées en 2001-2002 dans les technologies de l'information (téléphonie, matériel informatique, logiciels, programmation et formation)

Fiche 35 Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

***DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE***

***SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC***

Mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

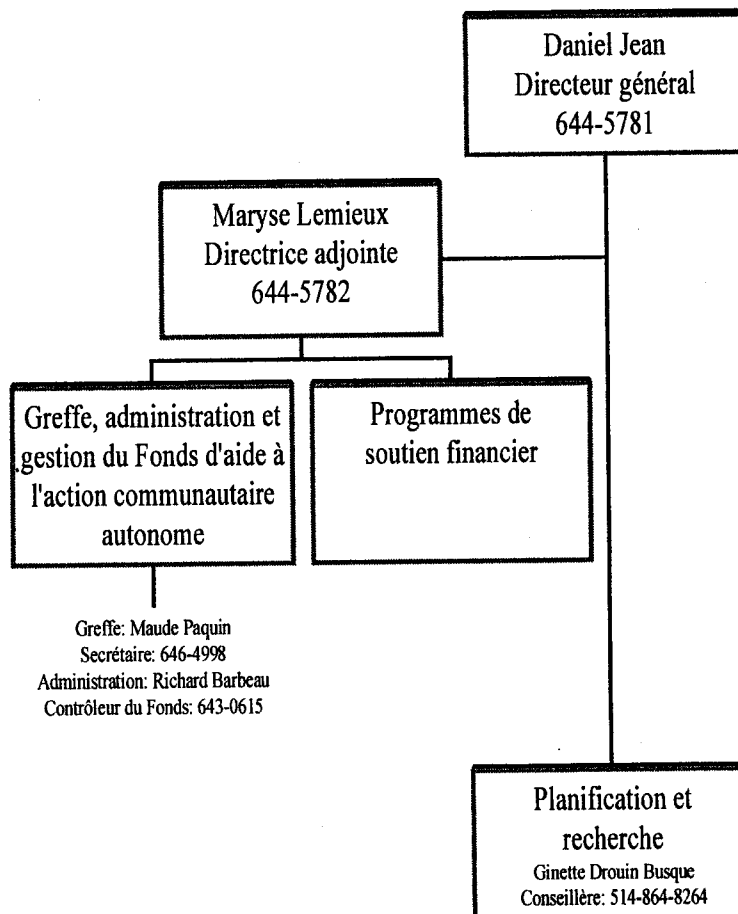
de fiche :

1

Titre

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

2

Titre Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles)

Rapport annuel 2000-2001

Tirage : 1 000 copies

Coût : 2 488 \$

Distribution : Le rapport annuel a été déposé à l'Assemblée nationale où il est disponible, sur demande des députés de l'Assemblée nationale. De plus, un envoi a été fait aux dirigeants de ministères et d'organismes gouvernementaux ainsi qu'aux membres du Comité aviseur du SACA.

Imprimeur : Les Publications du Québec

Programmes de soutien financier aux organismes communautaires 2001-2002

Tirage : 10 000 exemplaires

Coût : 7 851 \$ (3 249 \$ pour la conception et 4 602 \$ pour l'impression)

Distribution : Un envoi a été effectué à tous les organismes communautaires qui ont fait une demande d'aide financière au Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, à tous les bureaux de Communications-Québec et dans tous les bureaux de comté des députés. De plus, chacun des membres du Comité aviseur du SACA a reçu un exemplaire de la brochure.

Imprimeur : Imprimerie La Renaissance
La conception a été réalisée par Communication COGITO ERGO SUM inc.

Formulaire de demande soutien financier aux organismes communautaires 2001-2002

Tirage : 10 000 exemplaires

Coût : 600 \$

Distribution : Idem à la brochure des programmes de soutien financier

Imprimeur : Imprimerie Héon et Nadeau limitée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

3

Titre Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2001

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec n'a assumé aucun coût pour des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 2001

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec – Mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

4

Titre Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels

Aucune dépense de publicité pour l'année 2001-2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

5

Titre Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent

Aucun sondage n'a été effectué durant l'exercice financier 2001-2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

6

Titre Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2001-2002 à la demande du Ministère ou de l'organisme

Aucune étude n'a été commandée durant l'exercice financier 2001-2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

7

Titre Liste des contrats, quel que soit le montant attribué en 2001-2002, spécifiquement à des professionnels ou à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques.

Aucun contrat n'a été accordé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec durant l'exercice financier 2001-2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

8

Titre Liste détaillée des contrats de moins de 25 000 dollars octroyés par le ministère ou l'organisme en 2001-2002.

COGITO ERGO SUM inc.

Conception de la brochure des programmes de soutien financier aux organismes communautaires.

Coût : 3 249 \$

Contrat accordé par la Direction des communications du MESS

Imprimerie La Renaissance

Impression de 10 000 exemplaires de la brochure des programmes de soutien financier aux organismes communautaires.

Coût : 4 602 \$

Contrat accordé par la Direction des communications du MESS

Imprimerie Héon et Nadeau

Impression de 10 000 exemplaires du formulaire de demande de soutien financier et de 10 000 enveloppes.

Coût : 1 900 \$ (1 300 \$ pour les enveloppes et 600 \$ pour les formulaires de demande)

Contrat accordé par la Direction des communications du MESS

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec – Mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

9

Titre Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 2001, ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant du surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat

Aucun contrat n'a fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

10

Titre Le montant, pour l'année 2001-2002, de chacune des dépenses suivantes :

	<u>2001/2002⁽¹⁾</u>
Photocopie : (06-36)	3 804 \$
Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation : (03-20)	1 149 \$
Téléavertisseurs	0 \$
Mobilier de bureau : (08-71)	940 \$
Fournitures de bureau : (07-75)	9 943 \$
Distributeurs d'eau de source : (07-89)	407 \$
Remboursement des frais de transport :	3 043 \$
Remboursement des frais d'hébergement :	467 \$
Remboursement des frais de repas :	3 426 \$
Ressourcement ou préparation à la retraite :	0 \$
Perfectionnement au Québec : (04-10)	2 514 \$
Perfectionnement à l'extérieur du Québec :	0 \$

⁽¹⁾ Selon les états financiers intérimaires en date du 28 février 2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

11

Titre La liste de tous les véhicules fournis

Aucun véhicule n'est attribué exclusivement à un employé dans le cadre de ses fonctions.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12

Titre Le nombre et la répartition par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emplois pour 2001-2002. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

	<u>2001-2002</u>	
Cadres		
Masculin – moins de 35 ans	0	0,00 %
Masculin – 35 à 55 ans	1	5,26 %
Masculin – plus de 55 ans	0	0,00 %
Féminin – moins de 35 ans	0	0,00 %
Féminin – 35 à 55 ans	0	0,00 %
Féminin – plus de 55 ans	0	0,00 %
Personnes handicapées	0	0,00 %
Anglophones	0	0,00 %
Autochtones et communautés culturelles	<u>0</u>	<u>0,00 %</u>
	<u>1</u>	<u>5,26 %</u>
Professionnels		
Masculin – moins de 35 ans	1	5,26 %
Masculin – 35 à 55 ans	2	10,53 %
Masculin – plus de 55 ans	2	10,53 %
Féminin – moins de 35 ans	0	0,00 %
Féminin – 35 à 55 ans	6	31,57 %
Féminin – plus de 55 ans	2	10,53 %
Personnes handicapées	0	0,00 %
Anglophones	0	0,00 %
Autochtones et communautés culturelles	<u>0</u>	<u>0,00 %</u>
	<u>13</u>	<u>68,42 %</u>
Fonctionnaires		
Masculin – moins de 35 ans	1	5,26 %
Masculin – 35 à 55 ans	0	0,00 %
Masculin – plus de 55 ans	0	0,00 %
Féminin – moins de 35 ans	0	0,00 %
Féminin – 35 à 55 ans	2	10,53 %
Féminin – plus de 55 ans	2	10,53 %
Personnes handicapées	0	0,00 %
Anglophones	0	0,00 %
Autochtones et communautés culturelles	<u>0</u>	<u>0,00 %</u>
	<u>5</u>	<u>26,32 %</u>
Grand total	<u>19</u>	<u>100,00 %</u>

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec ne prévoit pas de changements significatifs pour l'année 2002-2003.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

13

Titre Combien de personnes ont bénéficié du programme de départ volontaire et ont été rappelées pour chaque ministère et organisme.

Le Conseil du trésor répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

14a

Titre

À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (2001-2002) pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

PROFESSIONNELS

Mois	Jrs de maladie	Jrs de vacances	Temps supplémentaire (hres))	
			Payées	Compensées
Avril	6,5	9,0	-	-
Mai	8,5	2,5	-	-
Juin	1,5	21,0	90,0	105,50
Juillet	5,0	65,5	-	2,25
Août	3,0	59,5	-	-
Septembre	3,5	6,0	-	-
Octobre	14,5	5,0	-	-
Novembre	7,5	1,5	-	-
Décembre	19,0	10,5	-	-
Janvier	13,0	6,5	-	3,0
Février	-	-	22,0	13,50
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D
Total	82,0	187,0	112,0	124,25

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

14b

Titre

À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (2001-2002) pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

FONCTIONNAIRES

<i>Mois</i>	<i>Jrs de maladie</i>	<i>Jrs de vacances</i>	<i>Temps supplémentaire (hres)</i>	
			<i>Payées</i>	<i>Compensées</i>
Avril	5,0	5,0	10,5	-
Mai	6,0	6,0	107,5	48,25
Juin	3,0	25,0	82,0	5,25
Juillet	2,5	62,5	6,0	52,25
Août	9,0	32,5	-	-
Septembre	9,5	15,5	-	-
Octobre	5,0	1,5	-	0,75
Novembre	12,0	2,0	-	-
Décembre	4,0	14,5	-	-
Janvier	6,5	11,5	-	-
Février	6,0	2,0	-	52,50
Mars	N/D	N/D	N/D	N/D
Total	68,5	204.5	206,0	159,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

14c

Titre

À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (2000-2001) pour chaque ministère et organisme, et ce, par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

CADRE

<i>Mois</i>	<i>Jrs de maladie</i>	<i>Jrs de vacances</i>
Avril	-	-
Mai	-	-
Juin	-	-
Juillet	-	-
Août	-	15,0
Septembre	-	-
Octobre	-	-
Novembre	-	-
Décembre	-	-
Janvier	-	-
Février	-	-
Mars	N/D	N/D
Total	0,0	15,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

15

Titre Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes et ce pour l'exercice 2001-2002:

a) Évolution de l'effectif régulier en poste par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (Entre le 31 mars 2001 et le 28 février 2002):

01/02 +/-

Cadres supérieurs et intermédiaires - Québec	1	0
Professionnels - Montréal	1	0
Professionnels - Québec	7	- 4
Techniciens - Québec	2	0
Personnel de bureau - Québec	8	- 1
Ouvriers - Québec	0	0
Agents de la paix - Québec	0	0
	<u>19</u>	<u>- 5</u>

b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :
Un professionnel en 2001-2002.

c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :
Aucun employé.

d) Nombre de postes occupés par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail :

01/02

Cadres supérieurs et intermédiaires - Québec	1
Professionnels - Montréal	1
Professionnels - Québec	7
Techniciens - Québec	2
Personnel de bureau - Québec	8
Ouvriers - Québec	0
Agents de la paix - Québec	0

e) Niveau de l'effectif pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices financiers :
Il n'y a pas de changement prévu actuellement pour les cinq prochains exercices financiers.

f) Nombre de postes occupés	01/02
Occasionnels	0
Temporaires	6
Contractuels	0

(Aucun poste de plus de cinq ans)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

16

- Titre** La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :
- L'emplacement de la location ;
 - La superficie du local loué ;
 - La superficie réellement occupée ;
 - La superficie inoccupée ;
 - Le coût de location au mètre carré ;
 - Le coût total de la dite location ;
 - Les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
 - La durée du bail

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2001-2002

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

17

Titre Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2001-2002 de qui sont loués des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- L'emplacement de la location ;
- La superficie du local loué ;
- La superficie réellement occupée ;
- La superficie inoccupée ;
- Le coût de location au mètre carré ;
- Le coût total de la dite location ;
- Les coûts d'aménagement réalisés en 2001-2002, la nature des travaux et le ou les bureaux visés ;
- La durée du bail

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec ne loue aucun autre espace.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 18

Titre La liste du personnel du cabinet du ministre en 2001-2002

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 19

Titre	Liste des sommes d'argent versées en 2001-2002 à même le budget discrétionnaire du :
	<ul style="list-style-type: none">• Ministre• Ministère ou de l'organisme, en indiquant :<ul style="list-style-type: none">♦ Le nom de l'organisme ou de la personne concernée ;♦ Le montant attribué ;♦ Le projet visé et le résultat.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

20

Titre Liste des crédits périmés, par programmes et par éléments, pour l'exercice financier 2001-2002.

Non applicable, le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome est un fonds spécial.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

21

Titre La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2001-2002 dans le cadre des divers programmes à frais partagés ; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

22

Titre Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant : l ou occasionnel libéré ou embauché pour les négociations dans la fonction publique, en indiquant :

- Le poste initial ;
- Le salaire ;
- Le poste actuel s'il y a lieu ;
- La date de mise en disponibilité.

Aucune mise en disponibilité.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

23

Titre Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.

- Nom de la personne ;
- Poste occupé ;
- Salaire ;
- Assignment initiale
- Date de l'assignment hors structure;
- Date de la fin de l'assignment, s'il y a lieu.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

24

Titre Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- Assignation initiale ;
- Assignation actuelle ;
- Salaire ;
- Période.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

25

- Titre** Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres, et affecté au Ministère :
- Assignment initiale ;
 - Assignment actuelle ;
 - Salaire ;
 - Période.

Aucun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

26

Titre Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu de régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- Salaire de la personne ;
- Montant reçu du régime de retraite.

Aucune personne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 27

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).

Acquisitions de l'exercice:

30/04/01 8 Ordinateurs IBM Netvista A40 Pentium III 866 MHZ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

28

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, le nombre d'ETC alloués au projet GIREs ainsi que le total des dépenses encourues et prévues pour ce même projet.

Aucun ETC alloué et aucune dépense encourue. En ce qui a trait aux dépenses prévues, le projet GIREs (gestion intégrée des ressources humaines, financières et matérielles) est encore à l'étape de la planification et on ne peut se prononcer sur les dépenses que ce projet pourrait entraîner pour le Secrétariat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

29

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quel est l'impact prévu de l'implantation du projet GIRES sur le nombre d'emplois, une fois le projet complété.

Le Conseil du trésor répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

30

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, quelles seront les applications de GIRE.

Le Conseil du trésor répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : 31

Titre Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1994-1995 jusqu'à aujourd'hui.

Non applicable.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

32

Titre Liste de tous les abonnements du ministère et le coût :

- Livres,
- Journaux,
- Magazines,
- Bulletins électroniques et/ou papiers,
- Clubs privés ou autres,
- Billets de saison,
- Etc.

<u>Description</u>	<u>Type</u>	<u>Coût</u>
La Presse	Journaux	135.20 \$
Le Soleil	Journaux	<u>132.50</u>
		<u>267.70</u>
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec	Bulletin	15.00
Le Tour d'y voir	Bulletin	<u>120.00</u>
		<u>135.00</u>
Les Presses de l'Université du Québec		
Économie et Solidarités	Revue	58.00
Nouvelles pratiques sociales	Revue	<u>80.00</u>
		<u>138.00</u>
Annuaire ZipCom	Livre	<u>249.00</u>
Autres :		
Institut canadien des comptables agréés	Mises à jour	130.00
Les publications du Québec		
La Gazette officielle	Autre	162.00
Recueil des politiques de gesiton	Mises à jour	<u>174.00</u>
		<u>466.00</u>
		<u>1 255.70 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

33

Titre Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

Le processus utilisé pour la conception, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, les coûts de construction du site, les coûts de l'entretien et de la mise à jour, le nom du responsable du contenu sur le site, la fréquence moyenne de mise à jour, le nombre de visiteurs (hits) par mois, le nombre de fois que le site a été refait (coût et critères qui ont justifié les changements).

Le site Internet du Secrétariat est sous la responsabilité du ministère de la Solidarité sociale.

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec assume par contre des frais pour l'hébergement de son site. Au 28 février 2002, ces coûts, facturés par la Direction générale des services informatiques gouvernementaux, s'établissaient à 1 747 \$.

Aucun coût n'est assumé pour la conception, la construction, l'entretien ou la mise à jour du site, ces tâches étant effectuées par le personnel du Secrétariat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

34

Titre Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programmes.

Le Secrétariat à la Jeunesse répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

35

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de missions à l'étranger :

- La liste des ententes signées et/ou annoncées ;
- Les détails de ces ententes ;
- Les résultats obtenus à ce jour.

Le Ministère des Relations internationales répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

36

Titre Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

Le Conseil du trésor répondra à la question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

***DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE
L'OPPOSITION OFFICIELLE***

***SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
DU QUÉBEC***

Mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

10

Titre: Actions posées et crédits dispensés pour donner suite au dépôt de la Politique gouvernementale.

1. Contexte

- La politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 par le Conseil des ministres et lancée officiellement le 5 septembre par la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires de l'ordre de 50 M \$ sur trois ans.
- Le lancement du 5 septembre marque la fin du processus d'élaboration de la politique en cours depuis 1997 et annonce le début de la phase d'implantation de la politique. Cette phase permettra de rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, de rendre effectif l'esprit d'harmonisation des pratiques administratives.

2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Le Comité interministériel de l'action communautaire, sur lequel siégeaient jusqu'ici des représentants d'une dizaine de ministères, a été élargi afin de représenter tous les ministères et organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires.
- Les nouveaux membres ont été rencontrés le 12 septembre 2001 afin de leur présenter la politique et, le 19 septembre, le Comité interministériel élargi a été convoqué pour amorcer le processus de mise en œuvre de la politique auquel ils sont conviés. D'autres rencontres se sont tenues les 26 octobre 2001, le 3 décembre 2001, le 21 janvier 2002 de même que le 21 février 2002.
- Des comités de travail comprenant différents membres du Comité interministériel sont actifs depuis plus d'un an. Ils s'emploient à rendre opérationnels les critères d'interprétation de la définition des organismes d'action communautaire autonome et les membres se sont déjà prononcés sur une première version de la définition commune sur la défense collective des droits. Un cadre de financement est en élaboration, des balises de financement seront proposées de même que des modes de reddition de comptes harmonisés.
- Un inventaire de tous les organismes communautaires actuellement soutenus par le gouvernement du Québec, par ministères, sera complété sous peu. Cet important exercice permettra de déterminer avec précision le nombre d'organismes soutenus, les sommes qu'ils reçoivent en appui à leur mission globale ainsi que la catégorie d'organismes à laquelle ils appartiennent, afin de savoir s'ils sont financés par le ministère désigné et pour mieux connaître la hauteur du financement selon les secteurs d'intervention.
- Les travaux de concertation avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome et le SACA ont débuté à la mi-septembre et ils s'inscrivent dans un climat de collaboration positive. Plusieurs rencontres se sont déjà tenues entre des sous-comités du Comité aviseur et l'équipe du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec (SACA), notamment sur la définition de la défense collective des droits et sur les programmes du SACA. Une rencontre entre le Comité interministériel et le Comité aviseur s'est tenue le 21 janvier 2002 à Montréal.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS PRÉLIMINAIRE

CONCERNANT

**LE DOCUMENT DE TRAVAIL DU 2 MARS 2001
SUR LE PROJET DE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE**

**«LE MILIEU COMMUNAUTAIRE : UN ACTEUR ESSENTIEL AU
DÉVELOPPEMENT DU QUÉBEC»**

Document soumis
à
Monsieur Jean Rochon
Ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité
sociale
et
Madame Nicole Léger
Ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et
l'exclusion

2 avril 2000

**Avis préliminaire concernant le document de travail du 2 mars
2001**

**sur le projet de politique gouvernementale
2 avril 2001**

PRÉAMBULE

Le Comité aviseur de l'action communautaire autonome salue la nomination de Monsieur Jean Rochon, ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale, ainsi que celle de Madame Nicole Léger, à titre de ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Le Comité aviseur a la conviction que les ministres auront à coeur de donner suite rapidement aux travaux entrepris par le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) vers l'adoption d'un projet de politique gouvernementale qui assure une véritable reconnaissance et un financement adéquat de l'action communautaire autonome.

Depuis le 5 février dernier, le Comité aviseur a accepté de s'engager dans une ronde intensive de pourparlers avec le SACA et le ministre responsable, dans la perspective de vérifier la possibilité d'obtenir une reconnaissance réelle de l'action communautaire autonome au regard des demandes historiques du mouvement communautaire autonome.

Rappelons que le Comité aviseur a accepté de participer à cette démarche à certaines conditions, dont la suivante, primordiale : **le résultat de la négociation sera soumis en bonne et due forme au mouvement communautaire autonome réuni en rencontre nationale, pour être débattu et évalué par les instances de représentation des organismes d'action communautaire autonome.** Cette rencontre nationale doit avoir lieu en mai prochain.

L'*Avis préliminaire* qui suit ne constitue donc pas un aval au document de travail soumis par le SACA au Comité aviseur. Il se veut plutôt un instrument de mise en contexte des échanges qui auront lieu avec le ou la ministre responsable du dossier, dans le but de faire le point sur l'état d'avancement du document et de résoudre les écueils majeurs du projet de politique identifiés par le Comité aviseur.

Cet *Avis préliminaire* devrait être complété par une recommandation globale adressée au gouvernement par le Comité aviseur, faisant suite à la Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome qui se tiendra sur la base du contenu de la proposition finale, avec l'aide du financement reçu à cette fin de la part du SACA. Ce premier *Avis* ne prétend donc aucunement couvrir l'entièreté de la proposition en élaboration, mais présentera plutôt les grandes lignes des observations du Comité aviseur face à cette dernière, en faisant ressortir les principales avancées constatées et les écueils majeurs identifiés.

MISE EN CONTEXTE

Un engagement historique... et ses suites

Rappelons tout d'abord que durant nombre d'années le Parti québécois a réitéré, de programme en programme, son engagement à reconnaître l'action communautaire pour, en 1994, prendre nommément l'engagement d'élaborer une **politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome**. Cet engagement, le gouvernement du Parti québécois l'a repris officiellement lors du Sommet économique de 1996, lors des élections de 1998, ainsi que dans le Discours inaugural prononcé par l'ex-Premier Ministre Lucien Bouchard en mars 1999.

Voilà maintenant cinq ans que, pour leur part, les membres du Comité aviseur, en tant que représentantes et représentants du mouvement communautaire autonome, font valoir les préoccupations des organismes et regroupements en regard de l'élaboration de la politique promise. Et cela, sur la base des orientations adoptées par le mouvement, lors des rencontres nationales convoquées en 1996 et en 1998 pour mandater le Comité aviseur et identifier l'ensemble des préoccupations du mouvement à l'égard d'une politique gouvernementale et du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome.

Ces orientations s'articulent principalement autour de *trois grands axes*, correspondant aux priorités du mouvement face à l'évolution des rapports à l'État et aux situations de précarité vécues par les organismes. Il s'agit de : la reconnaissance de la nature critique de l'action communautaire autonome et de son rôle de transformation sociale, le respect de l'autonomie des organismes et le financement de leur mission globale.

Ces priorités du mouvement s'appuient notamment sur le fait que, ces dernières années, les politiques et pratiques du gouvernement québécois en matière de reconnaissance et de financement ont mis de l'avant une approche utilitaire, notamment en privilégiant le financement par programmes et par projets plutôt que le financement en appui à la mission globale, et cela malgré un discours parfois favorable, en théorie, à l'autonomie des organismes. De plus, au lieu de favoriser la consolidation des organismes existants, les ministères et organismes gouvernementaux ont trop souvent encouragé, sinon suscité, la mise sur pied de nouveaux groupes pour répondre à des impératifs immédiats en lien avec les priorités gouvernementales. Pour des raisons de survie, les organismes se sont vus contraints à

délaisser leur mission première pour se tourner vers la réalisation de mandats gouvernementaux. Si rien n'est fait pour enrayer cette dérive, la nature même des organismes d'action communautaire autonome va se trouver irrémédiablement compromise de même que l'originalité de leur apport à la santé de la vie démocratique de la société québécoise

Face à ces situations, le Comité aviseur s'est engagé depuis maintenant plus d'un an dans une démarche de négociation avec le ministre responsable. Les réponses reçues du gouvernement sont encore bien incomplètes. Le Comité aviseur doit constater que les documents de travail qui lui ont été soumis depuis les débuts de cette démarche de négociation portent tous sur le milieu communautaire au sens large et que l'action communautaire autonome ne se trouve pas encore adéquatement soutenue et protégée dans le cadre proposé.

La consultation publique menée à l'automne 2000 sous la présidence de Monsieur Gérald Larose a pourtant largement démontré les appuis que se sont mérités les revendications du mouvement communautaire autonome.

APPRÉCIATION DU DOCUMENT DU 2 MARS

Survol des principales avancées

Au regard de la demande historique du mouvement communautaire autonome qui porte sur une politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome, le Comité aviseur constate des avancées dans le document soumis à son attention le 2 mars dernier. En voici un survol.

• Objectifs de la politique

En ce qui a trait aux objectifs poursuivis, on peut lire dans ce texte que le gouvernement entend entre autres «valoriser, soutenir et consolider l'action communautaire autonome et ce qui en constitue l'essence (...)», assurer «le respect de leur autonomie» et de «leur mission, leurs orientations, leurs mode et leurs approches d'intervention ainsi que leurs modes de gestion», de même que «renforcer et développer l'action des organismes d'action communautaire autonome: favoriser leur stabilité et la continuité de leur intervention en assurant un mode de soutien financier qui correspond à leurs caractéristiques (...)». La détermination d'objectifs distincts concernant l'action communautaire autonome apparaît comme un premier pas essentiel si la politique gouvernementale prétend mettre en place un dispositif particulier à ce mouvement de participation sociale.

• Autonomie

Un premier engagement gouvernemental concernant le respect de l'autonomie des organismes communautaires en général donne formellement suite à ces objectifs, dans la perspective de préserver la distance critique nécessaire entre les organismes et l'État. C'est là un engagement qui devrait être pris en compte dans l'entièreté de la politique et constituer une balise pour l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux concernés.

• Définition de l'action communautaire autonome

Dans la définition du champ d'application de la politique, l'on peut lire que le gouvernement «reconnait l'action communautaire qualifiée d'autonome et les caractéristiques qui lui sont propres», de même qu'il «soutient expressément l'action communautaire autonome et les services alternatifs qui en émergent en mettant en œuvre un dispositif de soutien financier respectueux de ses caractéristiques». La définition de l'action communautaire autonome citée en appui à cette affirmation

apparaît assez juste : elle inclut notamment les notions de mouvement et de transformation sociale, d'approches citoyennes et l'initiative des gens de la communauté.

• **Maintien des acquis**

Des pas en avant ont également été faits en ce qui concerne le maintien des acquis des organismes touchés par la politique, tant sur le plan de la reconnaissance que du financement, qu'ils soient ou non transférés de ministères ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de la mise en œuvre de la politique. Il reste maintenant à inscrire ces pas en avant dans des engagements formels.

• **Caractère transversal**

Il en est de même du caractère transversal de la politique et de l'établissement de balises nationales devant s'appliquer dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux, et cela à tous les paliers. Les intentions en sont affirmées à quelques endroits : il reste à les officialiser et à rendre partout le texte cohérent à cet égard.

• **Mode de financement dédié à l'action communautaire autonome**

Une autre avancée est à souligner du côté du mode de financement qui serait dédié spécifiquement à l'action communautaire autonome, soit le financement en appui à la mission globale. Il s'agit là d'une base importante de reconnaissance de la globalité de l'approche d'intervention des groupes et de la nécessité de soutenir cette approche par un mode adéquat. Cependant, l'engagement gouvernemental à cet égard est encore trop timide : il n'est pas affirmé de façon explicite que chaque ministère devra privilégier ce mode de financement et lui donner un caractère prépondérant au regard des autres modes.

On peut déduire de tout cela que si la reconnaissance de l'action communautaire autonome a progressé dans la proposition de politique, il reste encore des pas à franchir pour qu'elle traverse l'ensemble de la politique et que ses bases soient vraiment solides. Mais surtout il reste à incarner cette reconnaissance dans des engagements beaucoup plus consistants et à lui assurer une protection sans faille face aux tentations d'arrimages des organismes aux priorités de l'État.

C'est en effet là que le bât blesse encore.

Des écueils majeurs qui perdurent

Il nous faut ici rappeler que le mouvement communautaire autonome porte une revendication historique visant l'adoption d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome. Cette revendication vise globalement la reconnaissance des caractéristiques de l'action communautaire autonome, en tant que principe directeur devant traverser et inspirer la politique, de même que l'octroi aux organismes d'un financement public adéquat en appui à leur mission globale à partir d'enveloppes budgétaires dédiées à l'action communautaire autonome par tous les ministères concernés. Ces axes de revendication, ici très résumés, constituent les bases des attentes face au projet de politique.

• *Traitement spécifique de l'action communautaire autonome*

Des écueils majeurs perdurent à l'intérieur du projet en chantier, qui renvoient à la décision prise par les ministres responsables du dossier à l'effet d'inscrire la reconnaissance et le financement de l'action communautaire autonome dans un ensemble plus large, tour à tour appelé le tiers secteur, l'action communautaire ou le milieu communautaire. Outre les organismes d'action communautaire autonome, qui se sont reconnus et définis à partir d'une même appellation au cours des années, le champ d'application de la politique recouvre tout à la fois des groupes sociaux de divers types, mal identifiés, tout comme des organismes intervenant auprès des populations vulnérables à partir des mandats reçus de l'État et en complémentarité étroite avec le réseau public. Ce faisant, le gouvernement se trouve à situer l'action communautaire autonome, bon gré, mal gré, dans le contexte de la réorganisation de l'intervention de l'État.

• **Arrimage aux priorités de l'État.**

L'élargissement du champ d'application pose donc un problème supplémentaire à la politique : comment reconnaître et soutenir l'action communautaire autonome dans le respect de sa nature et de son autonomie, tout en l'associant dans une même politique aux services complémentaires ? Nous réitérons la totale opposition du mouvement communautaire autonome à tout assujettissement aux priorités de l'État des organismes et des regroupements qui luttent contre les injustices sociales. Nous croyons que le projet actuel comporte encore des failles à ce chapitre. Le texte du 2 mars réfère en effet à la mise en œuvre d'autres politiques, telles celles du développement local ou encore de la Recherche-Innovation. Il inscrit en outre les priorités nationales en matière de développement social à l'intérieur des paramètres de soutien financier qui s'appliqueront à tous les organismes. Or ces priorités nationales reposent sur des choix d'investissements autres que ceux prévus par la politique, notamment le soutien gouvernemental au développement de l'économie sociale, un champ d'intervention qui relève pourtant d'un autre cadre de reconnaissance et qui se trouve exclu *a priori* du champ d'application. Il nous apparaît essentiel que l'action communautaire autonome soit traitée à part de ces autres choix gouvernementaux.

• **Régionalisation du financement en appui à la mission**

De plus, certains passages indiquent que le financement en appui à la mission des groupes pourrait être soumis aux priorités d'octroi régionales et locales déterminées en lien avec le milieu. Dans le mémoire présenté à la consultation publique présidée par Gerald Larose, le Comité aviseur a bien fait valoir son opposition à la poursuite de la régionalisation ou localisation du financement de base des organismes d'action communautaire autonome par d'autres ministères ou organismes gouvernementaux que celui de la Santé et des Services sociaux. Cette position s'appuie entre autres sur le constat de l'absence de structures décentralisées détenant une expertise reconnue en la matière et sur l'analyse que le financement du fonctionnement des organismes d'action communautaire autonome ne saurait être considéré sur le même pied que le financement des services complémentaires ou les projets de développement. Le Comité aviseur maintient cette position et attend du gouvernement un engagement explicite à l'effet que le financement en appui à la mission globale ne sera pas décentralisé dans d'autres ministères que le MSSS.

• **Absence de vraies balises nationales**

Ceci nous ramène à la nécessité de balises nationales très fermes assurant que les orientations gouvernementales de la future politique seront appliquées à tous les paliers du gouvernement, tant sur le plan de la reconnaissance et du respect des caractéristiques de l'action communautaire autonome que sur le plan du financement des organismes et du maintien des acquis. Les références faites à ces balises dans le texte gouvernemental ne nous convainquent pas que l'action communautaire autonome sera suffisamment protégée et que son financement sera accru de façon significative dans le respect de la mission des groupes.

• **Caractère non prépondérant du financement de la mission**

Ainsi, même si le document du 2 mars prévoit que «le financement en appui à la mission globale des organismes communautaires autonomes constituera une portion prépondérante du financement global octroyé par le gouvernement au milieu communautaire», il ne prévoit pas que ce caractère prépondérant sera effectif dans tous les ministères et organismes gouvernementaux concernés. En l'absence d'un tel engagement, rien n'assure que le financement de l'action communautaire autonome sera favorisé par les ministères qui n'ont pas fait le choix du financement de base. Nous attendons du gouvernement un engagement explicite à cet égard et un réel renversement de la tendance gouvernementale actuelle au financement par projets et par programmes. De plus, dans le cadre des discussions qui ont eu cours avec le SACA et le cabinet du ministre responsable, nous n'avons pas obtenu de réponse claire concernant ce que l'on entend dans la politique par financement prépondérant : cela devra être précisé.

• **Absence d'engagements financiers**

Pour être significatif, un tel renversement de tendance devrait être accompagné d'engagements financiers fermes envers l'action communautaire autonome. Ce n'est pas le cas. Le document gouvernemental est très elliptique sur le sujet. Il en est brièvement question dans le chapitre consacré à la mise en oeuvre, sans que cela soit associé à des objectifs engageants de rattrapage en ce qui a trait aux situations de précarité et de pauvreté vécues par les organismes et regroupements. Les conditions difficiles d'intervention de ces groupes ont été largement documentées lors de la consultation publique. Il est temps que le gouvernement s'engage à soutenir adéquatement l'action communautaire autonome dans le respect de la mission des

organismes et regroupements mais aussi des personnes qui y sont impliquées.

• **Absence de priorité à la défense collective des droits**

Dans le même esprit, il est capital que le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome mis sur pied par le gouvernement du Québec en 1995 demeure exclusivement dédié à l'action communautaire autonome et que la priorité du Fonds consiste en la reconnaissance et le financement des organismes et regroupements de défense collective des droits. Des ambiguïtés persistent à cet égard dans le document du 2 mars. Cette question constitue une grande préoccupation du mouvement communautaire autonome et cela depuis les débuts des représentations du Comité aviseur dans le dossier de la politique gouvernementale. Il s'agit là de la catégorie d'organismes dont la marge d'autonomie face à l'État doit être assurée avec le maximum de garanties, compte tenu de l'importance de leur rôle critique et de représentation des plus démunis face aux politiques gouvernementales.

NOTRE RECOMMANDATION : UN DISPOSITIF COMPLET DE PROTECTION POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

En conséquence, le Comité aviseur considère que la politique gouvernementale doit prévoir un dispositif complet de protection de l'action communautaire autonome face à toutes les dimensions abordées par la politique, incluant le champ d'application, les objectifs visés, les critères de reconnaissance, les paramètres et le mode de financement, les balises nationales, l'évaluation et la reddition de comptes, etc. C'est là, à notre avis, la condition à mettre en oeuvre pour sauvegarder ce vaste champ de participation et de transformation sociale face à la réorganisation en cours des modes d'intervention de l'État et des politiques de financement.

CONCLUSION

Le Comité aviseur a bon espoir que les échanges encore à venir avec le SACA et les ministres responsables apporteront des réponses tangibles aux aspirations légitimes du mouvement à une véritable reconnaissance et à un financement adéquat de la mission des organismes et regroupements d'action communautaire autonome.

Nous tenons en conclusion à réaffirmer le rôle essentiel joué par la Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome dans le processus en cours. Cette instance, qui réunit les représentantes et représentants de quelque 150 regroupements d'organismes de niveau national, régional et local, constitue l'instance d'orientation du Comité aviseur au regard du mandat reçu du mouvement.

Rappelons que le Comité aviseur a pris l'engagement ferme de soumettre au mouvement le résultat des travaux menés sur le dossier de la politique gouvernementale. Lors de cette rencontre qui doit avoir lieu en mai prochain, le mouvement communautaire autonome sera appelé à se prononcer sur le projet de politique gouvernementale proposé et à décider de la réponse à y donner.

Le Comité aviseur est convaincu qu'il peut compter sur le respect de cette instance de la part des ministres responsables du dossier.

Soulignons en terminant que le mouvement communautaire autonome attend avec beaucoup d'espoir qu'un signal clair lui soit envoyé dans les crédits du gouvernement du Québec qui vienne attester le sérieux des engagements à son égard.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS

CONCERNANT

**LE DOCUMENT DE TRAVAIL DU 12 AVRIL 2001
SUR LE PROJET DE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE**

**««L'action communautaire : une contribution essentielle
à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»»**

**Document soumis
à
Monsieur Jean Rochon
Ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale
et
Madame Nicole Léger
Ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion**

5 juin 2001

**Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»**

INTRODUCTION : POSITION ADOPTÉE

Par la présente, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome désire faire connaître officiellement au ministre d'État au Travail, à l'Emploi et à la Solidarité sociale ainsi qu'à la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion la réponse du mouvement communautaire autonome au document de travail du 12 avril 2001 sur le projet de politique gouvernementale intitulé «L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec».

Rappelons que quelque 150 représentantes et représentants des regroupements d'organismes d'action communautaire autonome se sont réunis les 30 et 31 mai derniers dans le cadre de la Rencontre nationale convoquée par le Comité aviseur. Les personnes déléguées ont, par une très forte majorité, mandaté le Comité aviseur pour exprimer un avis favorable au projet de politique en date du 12 avril, en exprimant trois (3) conditions à cet appui. Voici la position adoptée :

Considérant que la proposition de politique gouvernementale du 12 avril 2001 reconnaît :

- la spécificité de l'action communautaire autonome dans son rôle de transformation sociale;
- la nécessité d'un financement de base en reconnaissance à la mission globale;
- que la question de l'évaluation doit être négociée avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome;
- que le gouvernement s'engage à ne pas imposer le soutien financier indirect aux regroupements;

Considérant que la politique gouvernementale n'est qu'une étape dans le processus de reconnaissance des organismes d'action communautaire autonome;

Considérant toutefois :

- que nous n'avons aucune garantie que le financement gouvernemental serve prioritairement à soutenir la mission globale des organismes d'action communautaire autonome;
- que nous n'avons pas toutes les garanties à l'effet que ce soutien financier soit instauré dans chacun des ministères et des organismes gouvernementaux concernés;
- qu'il n'y a pas de garantie à l'effet qu'il y aura une évaluation continue de cette politique et de ses impacts sur les organismes;
- que le Comité aviseur n'a pas le rôle prépondérant qu'il devrait avoir;

IL EST RÉSOLU

« Que la troisième Rencontre nationale du mouvement communautaire autonome émette un avis favorable à la proposition de politique gouvernementale du 12 avril 2001 à la condition que le gouvernement :

Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»

- a) reconnaisse le Comité aviseur de l'action communautaire autonome comme l'interlocuteur du mouvement communautaire autonome;
- b) s'engage dans un processus de négociation continue avec ce dernier dans la bonification et l'application de la politique; et
- c) mette en place un mécanisme d'évaluation de la politique aux trois (3) ans. »

En appui à cette position, les délégués de la Rencontre nationale ont réclamé unanimement que l'adoption de la politique soit accompagnée de l'injection de crédits additionnels significatifs au soutien de l'action communautaire autonome pour l'année budgétaire 2001-2002.

Précisons que la Rencontre nationale a réaffirmé avec tout autant d'unanimité le mandat du Comité aviseur comme représentant et porte-parole des organismes d'action communautaire autonome du Québec en regard des pratiques et politiques gouvernementales de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome (aca). Cela concerne notamment les démarches devant conduire à l'obtention d'une politique gouvernementale de reconnaissance et de financement et, le cas échéant, la mise en œuvre de la politique, incluant la négociation de programmes de reconnaissance et de financement de la mission globale des organismes et regroupements d'aca dans chacun des ministères et organismes gouvernementaux concernés.

Les personnes déléguées ont également résolu d'exiger du gouvernement du Québec qu'il reconnaisse explicitement, dans la politique gouvernementale, la représentativité du Comité aviseur comme représentant du mouvement communautaire autonome et qu'il lui reconnaisse un rôle conseil majeur dans la mise en œuvre de cette politique, notamment en regard des balises nationales, des modalités d'application de celles-ci de même que dans la définition des divers programmes de soutien à la mission globale des organismes et regroupements d'aca.

PRÉSENTATION DES TROIS CONDITIONS

La Rencontre nationale, qui est l'instance fournissant au Comité aviseur ses grandes orientations, est aussi celle qui mandate les représentants du mouvement au nom des quelque 4000 groupes d'action communautaire autonome (aca). Les conditions posées par le mouvement communautaire autonome à son appui au projet de politique témoignent des avancées importantes constatées dans le texte du 12 avril, tout en faisant état des insatisfactions qui demeurent face à plusieurs aspects. Les avancées ont été jugées assez significatives pour que le mouvement se déclare favorable au projet de politique, à trois conditions, mettant l'accent sur le processus et le fonctionnement à adopter pour arriver à une politique respectueuse de l'autonomie et de la spécificité des groupes d'aca et enfin parvenir à une amélioration sensible de leur situation.

Pour ce qui est de la **première condition**, la Rencontre nationale entend s'assurer que la politique gouvernementale dans son ensemble prenne en compte le rôle conseil du Comité aviseur et l'affirme clairement, de même que le Plan de mise en œuvre. Le mouvement désire aussi s'assurer que le gouvernement n'effectuera aucune ingérence dans le fonctionnement du Comité aviseur, ceci excluant toute forme de pression visant à faire modifier

sa composition. Le Comité aviseur a reçu le mandat de représenter tous les secteurs du mouvement communautaire autonome et il entend s'acquitter de ce mandat en toute autonomie, sous le contrôle de ses membres, selon le fonctionnement démocratique mis en place à partir du processus d'adhésion adopté.

Concernant la *deuxième condition*, c'est sur la base des expériences passées que le mouvement a formulé l'exigence que soit mis en place un processus de négociation continue entre le Comité aviseur et les représentants gouvernementaux dans la bonification et l'application de la politique. Nous parlons ici d'un processus d'échange et de dialogue permettant que des améliorations soient apportées à la politique, et ce au fur et à mesure que des problèmes seront identifiés, tout en faisant profiter de l'expertise du Comité aviseur les ministres, le SACA et les autres intervenants dans le dossier. L'expérience vécue lors des négociations menées depuis les débuts des représentations effectuées par le Comité aviseur, tout particulièrement lors des rencontres tenues en février et mars derniers avec le SACA et le cabinet du ministre de la Solidarité sociale, est là pour en témoigner. Le mouvement désire que le Comité aviseur joue un rôle actif de chien de garde face aux orientations gouvernementales. Pour ce faire, des rapports étroits, entretenus sur une base continue, sont vus comme indispensables.

Comme *troisième condition*, le mouvement revendique que soit mis en place un mécanisme d'évaluation de la politique aux trois (3) ans. Il apparaît essentiel que les principes et modalités d'application de la politique soient régulièrement soumis à un jugement critique éclairé, tant du côté gouvernemental que du côté du mouvement communautaire autonome. Cela avec l'objectif que soient apportés tous les trois ans des correctifs formels aux problèmes qui n'auront pu être résolus par le processus de négociation continue. Cela viserait tout autant les mécanismes mis en place que les programmes instaurés dans les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés.

AMÉLIORATIONS SOUHAITÉES

Le mouvement constate cependant que des problèmes perdurent dans le projet du 12 avril, tels qu'identifiés par le Comité aviseur. Nous demandons que soient apportées au projet de politique d'ultimes améliorations, sans que cela ait pour effet de retarder l'adoption par le Conseil des Ministres prévue d'ici l'été. Ces améliorations permettraient de rallier l'ensemble du mouvement à une participation active à la mise en œuvre de la politique et d'éviter certains glissements prévisibles dans l'interprétation du texte de celle-ci.

Il demeure en effet des contradictions dans le texte du 12 avril, déjà soulignées, que nous rappellerons ici tout en réitérant les demandes du Comité aviseur.

Ainsi, tout en affirmant à plusieurs endroits la volonté du gouvernement de reconnaître et préserver la spécificité de l'action communautaire autonome, notamment par la mise en œuvre d'un dispositif particulier de financement, le texte du projet de politique soumet pourtant le financement de la mission globale des groupes d'aca aux priorités nationales en matière de développement social. Cela apparaît contraire aux objectifs visés. Il est capital que le

**Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»**

texte de la politique soit corrigé, de telle sorte que le financement de l'aca devienne une priorité gouvernementale et qu'il ne soit pas obligatoirement soumis aux priorités sectorielles ou aux priorités locales et régionales, notamment pour ce qui est du cadre de référence en développement social.

Il nous apparaît que le projet de politique devrait clarifier le fait que les crédits supplémentaires destinés à l'ensemble de l'action communautaire seront majoritairement appliqués au soutien financier de la mission globale des organismes et regroupements de l'aca. Cela est différent de l'engagement gouvernemental à «consacrer au dispositif de soutien financier à l'aca la majorité des crédits supplémentaires qu'il dégagera pour la présente politique». Il nous semble que le fait pour le gouvernement d'allouer aux groupes communautaires de nouveaux crédits sous forme d'ententes de services sans les associer à la politique de reconnaissance permettrait de passer à côté de cet engagement. Le texte de la politique devrait être rectifié.

Par ailleurs, le projet du 12 avril pose comme prémisse du soutien financier que «la participation au financement de la mission globale des organismes d'aca est un élément clé de la politique», précisant qu'il s'agit d'un «enjeu majeur pour l'autonomie et la stabilité des groupes». Or on doit constater l'absence d'engagements financiers fermes envers l'aca, tant dans le texte même du projet de politique que dans les crédits adoptés par le gouvernement en mars dernier. Le mouvement réclame pour les organismes et regroupements de l'aca un niveau de soutien financier permettant d'assurer une base correcte de fonctionnement eu égard à leur mission sans devoir recourir aux ententes de services.

Le financement des regroupements soulève encore des inquiétudes. En effet, le projet du 12 avril émet l'hypothèse que certains regroupements sectoriels pourraient voir une part de leur financement octroyé par l'entremise des cotisations de leurs membres qui seraient soutenus pour ce faire. Il est à craindre que l'on ouvre ainsi une brèche dans le principe du financement en appui à la mission globale. Le mouvement demande que le dispositif de soutien à la mission globale des regroupements sectoriels de l'aca écarte l'approche de soutien indirect à ces regroupements (transit par l'appui à la cotisation des organismes membres);

Enfin, les rôles et pouvoirs des membres au sein des organisations semblent bien peu pris en compte par le projet de politique dans les sections concernant la reddition de compte et l'évaluation. Les groupes d'aca ont leur propre fonctionnement, reposant sur des valeurs de démocratie, que la politique devrait se faire fort de respecter. S'appuyant sur le fait que le gouvernement s'engagerait formellement à respecter l'autonomie de gestion des organismes, le mouvement réclame que la reddition de comptes des organismes d'aca se limite au rapport d'activités et au rapport financier et que l'évaluation soit faite en fonction de la mission et du plan d'action décidés en assemblée générale par les membres et selon une méthode choisie par les organismes.

Nous attendons du gouvernement du Québec qu'il continue de faire montre d'ouverture et qu'il s'attache à apporter promptement des correctifs aux lacunes identifiées.

EN CONCLUSION

**Avis concernant le document de travail du 12 avril 2001
sur le projet de politique gouvernementale
«L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté
et au développement social du Québec»**

Rappelons que le Comité aviseur a accepté de participer à la dernière phase des travaux d'élaboration de la politique gouvernementale dans la mesure où le résultat de la négociation pourrait être soumis en bonne et due forme au mouvement communautaire autonome réuni en Rencontre nationale, pour être débattu et évalué par les instances de représentation des organismes d'action communautaire autonome. Cette Rencontre nationale a eu lieu les 29 et 30 mai derniers.

Nous remercions le ministre de la Solidarité sociale et la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion d'avoir fait montre de respect envers la démarche de consultation du mouvement entreprise par le Comité aviseur. Nous osons espérer que cela soit une indication de la qualité du processus qui sera mis en place en appui à la mise en œuvre et à l'application de la politique gouvernementale.

En terminant, ayant répondu avec diligence au vœu exprimé par la ministre déléguée de recevoir un avis donnant suite à la Rencontre nationale tenue à la fin mai, le Comité aviseur se fait le porte-parole du mouvement communautaire autonome pour exprimer à son tour une attente : **que soit communiquée officiellement au Comité aviseur, dans les meilleurs délais, la réponse ministérielle aux trois conditions posées à l'avis favorable exprimé face au projet de politique.**

COMITE AVISEUR
de l'action communautaire autonome

**COMMENTAIRES
PRÉLIMINAIRES**

CONCERNANT

**LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOUMIS PAR LE SACA
AU COMITÉ AVISEUR**

**POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE
SUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE**

Document soumis à
Madame Nicole Léger
ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion

10 janvier 2002

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES
SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOU MIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR
10 janvier 2002**

INTRODUCTION

La présente vise à faire part des commentaires préliminaires du Comité aviseur face au Plan de travail conjoint soumis par le SACA au Comité aviseur pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale «L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec ». D'autres commentaires pourraient être émis dans un deuxième temps, selon l'évolution des travaux, à la suite de la tenue des premiers échanges sur les différents thèmes identifiés.

Il est à noter que le Comité aviseur a bien reçu la version révisée du Plan de mise en œuvre et que celle-ci lui apparaît conforme à la politique adoptée.

REACTIONS AUX PRINCIPAUX ELEMENTS DU PLAN DE TRAVAIL

Concernant le rôle dévolu au Comité aviseur

Soulignons tout d'abord que le rôle proposé au Comité aviseur apparaît en conformité avec ce que prévoit la politique.

Concernant l'implantation de la politique

• Calendrier des sessions de travail avec le SACA

Le calendrier des rencontres sera à établir en regard de l'appréciation du travail à réaliser, des priorités déterminées et de l'échéancier de mise en œuvre. Il apparaît clair que ce calendrier, de même que les diverses étapes envisagées, devra s'adapter au rythme d'avancement des travaux.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

1. Qu'une première rencontre sur le cadre d'ensemble des échanges ait lieu avec le SACA dès janvier, permettant de préciser les échéances, les priorités et les étapes à franchir ;

• Mise sur pied d'une Table de concertation

Dans le Plan de travail soumis par le SACA, l'on parle de représentants de l'ensemble des secteurs du milieu communautaire dont un représentant du Comité aviseur. Lors de la rencontre du 13 novembre tenue avec la ministre déléguée, il a été mentionné la présence possible de bailleurs de fonds. À une autre occasion, on a émis l'hypothèse d'y inviter des chercheurs.

CONSTAT :

Les membres du Comité aviseur font observer que l'objectif de cette Table n'est pas clair. S'agit-il d'une table de concertation avec les acteurs communautaires visés par la politique ? Ou s'agit-il d'un lieu de sensibilisation des autres acteurs de la société civile à l'importance du développement de l'action communautaire?

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOMIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

Par le passé le Comité aviseur s'est déjà fermement opposé à l'inclusion dans le projet de politique gouvernementale d'une instance de concertation des bailleurs de fonds. Rappelons que cette position s'appuyait sur le fait que, de l'avis du Comité aviseur, une politique gouvernementale de reconnaissance ne devrait pas reposer sur la bonne volonté des bailleurs de fonds privés. Elle doit bien plutôt affirmer la volonté politique du gouvernement du Québec de reconnaître et soutenir enfin adéquatement les groupes qui travaillent avec les populations les plus vulnérables. Et éviter de contribuer à une diminution des sources de financement des organismes par l'entremise d'un plus grand arrimage des bailleurs de fonds et de leurs créneaux de contributions financières.

Le Comité aviseur n'a pas encore statué sur sa participation à la Table de concertation prévue par la Politique gouvernementale. Il entend connaître d'abord les objectifs, la composition et le mandat de cette Table.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

2. Que les objectifs, la composition et le mandat de la Table de concertation soient déterminés dans les meilleurs délais et que ces informations soient soumises aux représentantes et représentants invités afin qu'ils soient en mesure de statuer sur leur participation ;

Concernant les comités conjoints proposés

Trois (3) comités conjoints sont proposés par le Plan de travail: un Comité en lien avec le mode de soutien financier de l'a.c.a., un Comité sur l'évaluation des résultats, un Comité sur le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome. Nous traiterons ici de ces trois comités, de leurs objets de travail et des échéances proposées.

Mais avant cela, le Comité aviseur s'étonne que le Plan de travail proposé ne fasse pas état des travaux du comité sur le bénévolat mis en place par le SACA. Le Comité aviseur réitère sa demande d'être consulté par ce comité face aux travaux concernant la révision de la Loi sur les numéros de charité et l'Accord fédéral.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

3. Que le SACA voie à consulter le Comité aviseur dans le cadre de son comité sur le bénévolat face aux travaux concernant la révision de la Loi sur les numéros de charité et l'Accord fédéral ;

• Comité en lien avec le mode de soutien financier de l'ACA

Trois avis seraient demandés au Comité aviseur dans le cadre de ce comité, étant spécifié que des échanges préalables auraient lieu avec le SACA sur les questions soumises à l'examen du Comité aviseur. Ce comité est celui qui présente le caractère le plus transversal face à la mise en œuvre, étant donné qu'il devrait viser l'ensemble des balises s'adressant à l'a.c.a. découlant de la politique gouvernementale. Cette approche nous apparaît fonctionnelle.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOUMIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

Un **premier avis**, requis pour février, serait attendu en réponse au document de travail qui serait soumis par le SACA concernant:

- les critères de définition de l'a.c.a.
- la définition de la défense collective des droits

CONSTAT:

Si l'on considère l'évolution actuelle des travaux, le Comité aviseur pourrait être prêt à remettre cet avis dans les délais proposés après avoir consulté les secteurs.

Un **e avis**, requis pour avril, serait attendu en réponse à un document de travail du SACA concernant les balises nationales de financement.

CONSTAT :

La date de remise de cet avis sera à évaluer à la suite des échanges qui auront eu lieu sur les différentes définitions ainsi qu'à partir des travaux réalisés concernant les balises de financement.

Un **3e avis**, requis pour mai, serait attendu en réponse à un document de travail du SACA concernant les procédures administratives, incluant la reddition de comptes.

CONSTAT :

Sur cette question, le Comité aviseur aura à déterminer s'il choisit de traiter exclusivement de la reddition de comptes ou s'il décide de traiter de l'ensemble des sujets mentionnés dans le plan de travail, sur la base du document soumis par le SACA. La date de remise de cet avis sera à évaluer à la suite des autres échanges qui auront eu lieu.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

4. Que le calendrier de travail du comité en lien avec le mode de soutien financier de l'a.c.a. prenne en compte le besoin de consultation par le Comité aviseur des instances des secteurs pour tout avis à soumettre à la ministre à l'hiver ou au printemps 2002 ;
5. Que ce calendrier prenne en compte, tout particulièrement, la consultation essentielle des groupes de base pour tout enjeu nécessitant une concertation plus large ;

• **Comité sur l'évaluation des résultats**

Les travaux sur cette question ne nous semblent pas présenter pas le même caractère d'urgence. Dans le plan de travail proposé, les rencontres avec le SACA et les chercheurs ne commencent d'ailleurs pas avant avril 2002. À noter que la démarche proposée viserait à outiller les groupes communautaires, mais seulement face à l'approche de l'évaluation par résultats.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOUMIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

CONSTAT :

La politique adoptée prend en compte plus largement les autres approches existantes. Le Comité aviseur n'a pas fait le choix de privilégier l'évaluation par résultats. Plusieurs secteurs ont expérimenté d'autres approches jugées intéressantes au regard des pratiques de l'action communautaire autonome.

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

6. Que le titre et le mandat du comité soit élargi à l'ensemble des modes d'évaluation ;
7. Que, dans le mandat de ce comité, il soit clairement établi que l'évaluation sera mise de l'avant comme une démarche volontaire et non imposée ;

• **Comité sur le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome**

Un avis serait requis du Comité aviseur pour février 2002 portant sur les *programmes du Fonds*, sur la base de la proposition qui aurait été élaborée en collaboration avec le Comité aviseur et le comité interministériel.

L'identification des *impacts des transferts* devrait se faire en janvier : nombre, modalités, échéancier.

Des échanges auraient lieu à compter de décembre entre le SACA et le Comité aviseur concernant le *processus de traitement des plaintes* qui serait mis en place pour les groupes financés par le Fonds d'aide. Un avis serait aussi requis du Comité aviseur sur cette question pour février.

CONSTAT :

Déjà deux premières rencontres d'information ont eu lieu avant les Fêtes entre le SACA et le comité de travail du Comité aviseur sur la défense collective des droits. De nouvelles rencontres sont prévues en janvier sur la base des premiers documents de travail déposés par le SACA concernant les programmes du Fonds d'aide.

Le Comité aviseur a mis en place trois comités internes qui constitueront les interlocuteurs du SACA pour l'ensemble des programmes du Fonds. Il s'agit du comité sur la défense collective des droits, du comité sur les groupes et regroupements sans port d'attache et du comité sur le Fonds d'aide, ce dernier étant plus particulièrement chargé de se préoccuper de l'alimentation en financement du Fonds d'aide et des différents programmes du SACA.

L'ensemble des travaux du comité proposé présente un caractère névralgique. En effet, élaborés en parallèle des balises nationales transversales non encore établies, les programmes du Fonds serviront en quelque sorte de terrain d'expérimentation pour les différents aspects abordés par la politique en matière de reconnaissance et de financement de l'a.c.a. Il faut donc s'assurer que ces programmes seront obligatoirement soumis après coup aux balises nationales établies et qu'ils seront revus à la hausse.

**COMMENTAIRES PRÉLIMINAIRES SUR LE PLAN DE TRAVAIL CONJOINT
SOUMIS PAR LE SACA AU COMITÉ AVISEUR**

10 janvier 2002

LE COMITE AVISEUR RECOMMANDE :

8. Que les travaux d'élaboration des programmes du Fonds d'aide aient lieu dans les meilleurs délais en tenant compte des autres travaux à réaliser ;
9. Que les travaux conjoints prennent en compte le besoin de consulter les secteurs concernés sur les programmes du Fonds d'aide, sur la base des documents élaborés en collaboration avec le Comité aviseur ;
10. Que la ministre déléguée s'engage à ce que les programmes du Fonds ainsi élaborés soient par la suite revus à la hausse, en fonction des balises nationales transversales prévues par la politique qui auront été élaborées avec la collaboration du Comité aviseur, tant sur le plan des conditions de financement que de tout autre sujet d'intérêt

Concernant le mandat du comité d'évaluation de l'implantation

Le Plan de travail proposé par le SACA prévoit un processus d'évaluation associant les points de vue gouvernemental et communautaire, s'étalant sur plus d'un an.

CONSTAT :

Le Comité aviseur ne considère pas pertinent à cette étape de se prononcer sur le processus d'évaluation de la politique tel que proposé. Nous y reviendrons.

CONCLUSION

La proposition de Plan de travail du SACA ne semble pas poser problème, a priori, par ses éléments de contenu. Elle respecte les termes de la politique.

Cependant le plan proposé comprend des échéances de remises d'avis du Comité aviseur sur les programmes du Fonds d'aide en parallèle de l'élaboration des balises nationales. Cette planification pourrait laisser croire que l'on envisage de soustraire le Fonds d'aide aux orientations adoptées. On nous assure, tant du côté de la ministre déléguée que du SACA, qu'il n'en est rien. Le Comité aviseur en prend acte.

Le Plan de travail conjoint repose ainsi sur la prémisse que les travaux d'élaboration se feront en parallèle, sur la base de l'engagement qui serait donné que les programmes élaborés pour le Fonds d'aide seront rehaussés dès que les balises nationales auront été établies. À cette dernière condition, le Comité aviseur est prêt à amorcer de plein pied les travaux proposés.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

Montréal, le 21 février 2002

Madame Nicole Léger
Ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion
Responsable du dossier de la politique gouvernementale sur l'action communautaire

Objet : Avis du Comité aviseur sur les programmes d'aide financière du SACA pour 2002-2003

Madame la Ministre,

Vous trouverez ci-joint le fruit de la réflexion des membres du Comité aviseur sur les programmes d'aide financière du Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) en élaboration pour 2002-2003.

Les commentaires du Comité aviseur se présentent sous la forme d'un *Avis* adressé à la ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté et l'exclusion, responsable du dossier de la politique gouvernementale sur l'action communautaire, ainsi qu'à la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance. Cet *Avis* s'inscrit dans le processus de travail conjoint et le calendrier convenus avec la ministre responsable dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire adoptée par le gouvernement du Québec.

Les membres des comités de travail du Comité aviseur sur la défense collective des droits et le Fonds d'aide sont disponibles pour toute rencontre, tout échange qui pourraient être nécessaires en complément du présent *Avis*.

Avec l'attente que l'ensemble des représentations effectuées et des positions exprimées dans cet *Avis* soit pris en compte dans les programmes à venir pour 2002-2003, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, nos salutations distinguées.

Johanne Nasstrom
Représentante du secteur Femmes
Pour le Comité aviseur de l'action communautaire autonome

p.j.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

- c.c. M. François Legault, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, président du Comité ministériel du développement social;
M. Joseph Facal, ministre d'État à l'Administration et à la Fonction publique, Président du Conseil du trésor.

COMITÉ AVISEUR
de l'action communautaire autonome

AVIS

CONCERNANT

LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER
DU FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE
AUTONOME
POUR L'ANNÉE 2002-2003

Document soumis à
Madame Nicole Léger
ministre déléguée à la Lutte contre la pauvreté
et l'exclusion
et à
Madame Linda Goupil
Ministre d'État à la Solidarité sociale, à la
Famille et à l'Enfance

21 février 2002

AVIS
CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER
DU FONDS D'AIDE A L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
POUR L'ANNEE 2002-2003

INTRODUCTION

Le présent Avis porte sur les Programmes de soutien financier du Fonds d'aide en élaboration pour l'année 2002-2003. Cet Avis s'inscrit dans le processus conjoint convenu avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) face aux travaux à accomplir dans le cadre de la mise en œuvre de la politique gouvernementale sur l'action communautaire, dans le contexte du rôle conseil exercé par le Comité aviseur auprès de la ministre responsable et du SACA.

Tel que convenu, ce document constitue l'avis du Comité aviseur requis en février 2002. Il constitue également la réponse du Comité aviseur au dernier document de travail soumis en date du 13 février par le SACA au comité de travail du Comité aviseur sur le Fonds d'aide.

Les membres du Comité aviseur expriment l'attente que l'ensemble des représentations effectuées et des positions exprimées dans cet Avis sera pris en compte dans les programmes à venir pour 2002-2003.

Cinq rencontres au total ont eu lieu entre les représentantes et représentants du Comité aviseur, le personnel et la direction du SACA, sans compter évidemment les rencontres internes tenues entre les membres du Comité aviseur sur ce sujet. Sans viser à reprendre l'ensemble des débats qui ont eu cours, ce document rappellera dans un premier temps les principaux commentaires exprimés en regard des documents de travail déposés par le SACA de décembre à février. Dans un deuxième temps, nous présenterons les écueils majeurs qui demeurent et les solutions que nous désirons y voir apporter.

Les commentaires qui suivent portent tant sur le programme I que sur le programme II. Il ne sera pas ici question du programme III traitant des projets qui nous apparaît beaucoup moins problématique.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

**I - RAPPEL DES PRINCIPAUX COMMENTAIRES ET CRITIQUES ADRESSÉS AUX
PROGRAMMES EN ÉLABORATION**

Il faut tout d'abord souligner que, à notre demande, le caractère transitoire des programmes proposés a été clarifié dans le document du 13 février. Cela nous apparaît absolument indispensable, dans la mesure où les programmes élaborés contiennent encore de grandes lacunes au regard des orientations de la politique et des attentes exprimées par les milieux concernés. Ils devront être révisés et bonifiés à la lumière des balises nationales qui auront été identifiées.

Précisons que les représentantes et représentants du Comité aviseur ont déposé des demandes complètes concernant les programmes du Fonds d'aide le 11 février dernier.

La structuration des programmes de soutien financier du SACA en trois programmes destinés aux organismes et regroupements d'organismes d'action communautaire autonome est conforme à ce que prévoit la politique gouvernementale, soit : un premier programme portant sur la défense collective des droits ; un deuxième destiné sur une base temporaire aux organismes et regroupements sans port d'attache ; et un troisième destiné aux projets de développement de l'action communautaire autonome.

Certains aspects des programmes ont été clarifiés dans le dernier document de travail déposé par le SACA, tels que les critères d'admissibilité aux programmes d'aide financière. L'introduction dans le premier programme d'une définition de la défense collective des droits, qui a fait l'objet de plusieurs échanges avec le SACA, est à saluer. Soulignons cependant qu'il reste encore quelques dernières rectifications à y apporter.

Aspects problématiques

Nous nous attarderons plus longuement sur les aspects qui ont été jugés problématiques au cours des échanges et qui n'ont trouvé que partiellement réponse. Les voici.

- Les programmes esquissés par le SACA relèvent encore d'une ***approche de soutien financier de dernier recours***.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

Les anciens programmes ont été gérés par le SACA comme une rallonge budgétaire pour les organismes et regroupements à situation financière particulièrement précaire. Les membres du Comité aviseur refusent que soit maintenue plus longtemps cette approche, qui ne correspond en rien aux orientations de la politique gouvernementale sur l'action communautaire : on est en effet loin du financement en appui à la mission globale. Quoique atténuée, l'optique du dernier recours semble toujours présente dans le document daté du 13 février.

Ainsi, qu'en est-il de l'exigence de "consolidation du financement" dans les critères d'appréciation s'appliquant aux demandes d'augmentation du soutien financier ou aux nouvelles demandes: de quoi parle-t-on exactement ? Et en quoi un groupe d'action communautaire autonome devrait-il être tenu de faire la preuve de la consolidation de son financement alors qu'il s'adresse au gouvernement pour assurer une "partie significative" de celui-ci, ainsi que l'indique la politique ? Il est à craindre qu'un tel critère ait pour effet le gel du financement de plusieurs organismes ou encore de bloquer l'accès au Fonds d'aide à certains autres ne pouvant faire la démonstration demandée.

Dans les critères d'appréciation proposés, nous avons souligné notre opposition à l'introduction du nouvel énoncé suivant, présent dans le document du SACA daté du 13 février : "la présence d'autres organismes ou regroupements [d']organismes ayant la même mission, offrant les mêmes activités auprès de la même population cible, sur une même territoire". Nous considérons que ce critère pourrait servir à forcer la réorganisation des organismes sur un territoire donné, ce qui n'est assurément pas le but d'un programme de financement et nous apparaît contraire à la reconnaissance inscrite dans la politique.

- Le Comité aviseur a demandé dans sa proposition qu'il soit explicitement cité dans l'Avant-propos des programmes (ou à tout autre endroit du texte jugé pertinent) que la politique adoptée engage clairement le gouvernement à opérer un **recentrage de la mission du Fonds d'aide sur la défense collective des droits** et à faire jouer à celui-ci un rôle de premier plan en

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

matière de soutien à la défense collective des droits (Réf. *Politique sur l'action communautaire*, p. 43). L'énoncé de cette volonté affirmée par le gouvernement dans la politique devrait à notre avis être inclus dans les pages préliminaires des programmes. En effet, cette orientation a pour conséquence que le financement de la défense collective des droits doit devenir prépondérant au regard des sommes versées à d'autres types d'organismes dans le cadre des programmes du SACA. À cet égard, nous déplorons le fait qu'on ne lise dans le document du 13 février **aucun engagement financier envers la défense collective des droits**.

De plus, rien n'indique, que ce soit dans les programmes ou dans les déclarations récentes des responsables gouvernementaux, que le financement du Fonds d'aide sera haussé dans un avenir prochain. Voilà qui est fort inquiétant.

• Concernant le **maintien des acquis** des organismes et regroupements, il subsiste des ambiguïtés dans le texte. Les différentes versions laissent planer des doutes quant à la durée de l'engagement gouvernemental. De plus, rien n'est clair concernant les sommes qui seront transférées. Qui assurera le respect de l'engagement gouvernemental sur le maintien des acquis concernant les groupes et regroupements accueillis par un nouveau ministère ou organisme gouvernemental ?

Pour les organismes qui seraient transférés à partir d'un ministère, le document du 13 février n'assure nullement le maintien des acquis du financement reçu en appui à la mission de la part d'un ministère ou d'un autre organisme gouvernemental que le SACA. À preuve la phrase suivante (p. 4, Critères d'appréciation, 1^{er} paragraphe) : "C'est l'année 2001-2002 et le soutien financier octroyé par le SACA cette année-là qui serviront de référence au niveau du respect des acquis". Cet énoncé semble avoir pour effet d'exclure du maintien des acquis le financement éventuellement reçu du Programme de soutien aux organismes communautaires (SOC) en santé et services sociaux ou encore du Programme de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA). Ce qui est contraire à l'engagement gouvernemental en la matière.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

Pour les organismes et regroupements qui auraient subi des coupures dans le financement du SACA par les années passées, nous avons demandé que le **niveau du maintien des acquis** soit calculé sur la base du financement reçu le plus élevé des trois dernières années. À cette demande, le SACA a opposé un refus. Il pourrait cependant envisager d'allouer d'ici la fin de l'année une part des nouveaux budgets escomptés aux groupes qui auraient pu être "échappés" ces dernières années.

- En dépit des représentations effectuées par le Comité aviseur, la **perspective d'équité** entre les organismes et regroupements, que ce soit sur une base sectorielle ou intersectorielle, se trouve absente des documents de travail du SACA. Or ce paramètre important était pris en compte dans les anciens programmes. Que signifie son absence aujourd'hui alors que la notion d'équité est inscrite de plein pied dans la politique gouvernementale ? Cela est inquiétant et doit être corrigé. Le maintien de cette notion dans les programmes du SACA nous apparaît essentiel si l'on veut réduire les écarts entre les différentes catégories d'organismes et de regroupements à l'intérieur des secteurs de l'action communautaire autonome.

• Aussi, nous déplorons l'**accroissement des exigences en matière de reddition de comptes**. Compte tenu du bas niveau de financement alloué aux organismes et regroupements soutenus par le Fonds d'aide, nous comprenons mal l'introduction de nouvelles exigences. De plus, certaines nouvelles exigences apparaissent en double, comme la demande de fournir à la fois la preuve de la convocation d'une assemblée générale et un extrait du procès-verbal en faisant foi.

Le problème au Fonds d'aide depuis sa création n'est pas que les groupes refusent de rendre des comptes. Le mouvement communautaire autonome a toujours reconnu l'importance de la reddition de comptes à l'égard des fonds publics reçus. Le problème posé est plutôt, à notre avis, le très faible financement gouvernemental qui leur est alloué en contrepartie de ce qui ressemble fort à de l'ingérence à l'égard de l'autonomie de gestion.

• Enfin, nous avons dit à plusieurs reprises notre désaccord avec l'abandon du mécanisme de **révision** mis en place il y a quelques années. Nous croyons qu'il faut plutôt améliorer le traitement des dossiers, bien baliser la notion de financement en appui à la mission globale et injecter dans le Fonds d'aide des crédits supplémentaires. Car, si les organismes et regroupements font autant appel à ce mécanisme, c'est sans aucun doute parce que la plupart des refus leur semblent injustifiés, entre autres raisons si les demandes ont été évaluées selon une approche de dernier recours, si le refus essuyé découle du découpage des enveloppes par région, ... La proposition du 13 février réintroduit de façon partielle le droit à la révision. Dans la perspective où l'analyse des dossiers doit être encore améliorée et resituée à partir de nouvelles orientations, ce mécanisme devrait être préservé intégralement.

Pour ce qui est du fonctionnement de la révision, nous suggérons d'explorer la formule suivante : la mise sur pied d'un **comité de révision constitué de personnes jugées acceptables par les deux parties** (Comité aviseur et SACA). Cette formule viserait à assurer une certaine indépendance du processus au regard du bailleur de fonds.

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

**II - ÉCUEILS MAJEURS DE LA DERNIÈRE PROPOSITION DU SACA ET
RÉPONSES ATTENDUES**

Dans un tel contexte, en l'absence de balises nationales transversales établies en collaboration avec le Comité aviseur, alors que des insatisfactions importantes subsistent encore à l'égard des programmes proposés, il nous apparaît clair que les programmes 2002-2003 du SACA doivent absolument avoir un **caractère transitoire**. Ce caractère transitoire, inscrit dans le document de travail du SACA daté du 13 février, devra apparaître très clairement dans la version finale des programmes. Le texte de présentation de ceux-ci devrait également inclure un **engagement à bonifier les programmes** sur la base des balises nationales qui auront été établies.

De plus, l'analyse de la dernière version du document de travail soumise par le SACA nous indique qu'il subsiste un certain nombre d'écueils majeurs auxquels devront être apportés des correctifs. Cela devrait permettre que, même sur une base transitoire, les programmes du Fonds d'aide contribuent à un certain relèvement des conditions de financement des organismes et regroupements plutôt que d'engendrer des contraintes supplémentaires. Voici les principaux écueils identifiés ainsi que les réponses attendues, tant de la part du SACA que de la ministre responsable.

♦ Devant l'absence de rehaussement du budget du Fonds d'aide et des budgets alloués spécifiquement à la défense collective des droits, **des assurances devront être fournies rapidement concrétisant les engagements gouvernementaux à l'égard du financement de l'action communautaire autonome et de la défense collective des droits**. Rappelons que le Comité aviseur a formellement demandé cet automne à la ministre responsable **qu'une perspective d'équité guide la répartition des 50 millions de dollars annoncés**. Les premières annonces effectuées ne nous ont en rien rassurés, ne confirmant aucunement le recentrage du Fonds d'aide sur la défense collective des droits.

♦ Devant le flou entourant l'application de l'engagement gouvernemental concernant le **maintien des acquis**, nous attendons de la ministre responsable

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

qu'elle donne enfin suite aux **demandes de clarification** adressées par le Comité aviseur.

À cet égard, nous maintenons l'interprétation exprimée dans notre lettre du 23 novembre, tout comme dans les représentations effectuées, à l'effet que les **montants actuels** dédiés à l'action communautaire autonome dans le cadre de différents programmes gouvernementaux devraient être **préservés à 100 %**, quelle qu'en soit la teneur, pour chacun des organismes et regroupements actuellement financés par le gouvernement du Québec. Et cela en vertu de l'application des orientations de la politique gouvernementale, non seulement pour la période de mise en œuvre, mais **tant et aussi longtemps que les organismes et regroupements concernés satisfont aux exigences des programmes.**

Il devrait aussi être précisé que le maintien des acquis inclut également les conditions faites aux organismes, en termes de récurrence ou de reddition de comptes, ou toute autre condition favorable obtenue par les groupes. (Réf. *Lettre de Johanne Nasstrom à Madame Nicole Léger*, 23 novembre 2001)

Nous demandons également que les programmes 2002-2003 du SACA témoignent de façon explicite des clarifications apportées.

♦ Concernant les transferts d'organismes et de financement, le document écrit de la ministre devrait aussi clarifier la responsabilité du ministère ou organisme gouvernemental dans le "**parrainage**" des **sommes transférées** à titre de soutien financier à la mission de l'organisme ou du regroupement. Trop d'incertitude et de contradictions marquent les informations reçues à ce sujet de diverses sources gouvernementales. Les organismes et regroupements ont le droit d'être informés précisément de ce qui s'en vient.

Une ambiguïté persiste dans les programmes proposés par le SACA, qu'il faut éliminer : les **organismes et regroupements transférés au Fonds d'aide** devraient se voir garantir leur admissibilité aux nouveaux programmes sans plus d'exigences que les groupes déjà financés par le SACA. De plus, les critères

**AVIS CONCERNANT LE DOCUMENT DE TRAVAIL PRÉPARÉ PAR LE SACA
SUR LES PROGRAMMES DE SOUTIEN FINANCIER DU FONDS D'AIDE POUR
L'ANNÉE 2002-2003, 21 FÉVRIER 2002**

d'appréciation devraient soutenir l'évaluation du niveau de la demande, non pas représenter une étape supplémentaire à franchir pour démontrer son admissibilité. Sinon, à quoi rime le maintien des acquis ?

♦ En matière d'appréciation des demandes et de reddition de comptes, plusieurs exigences nous semblent encore excessives. Rappelons que la politique gouvernementale affirme la volonté du gouvernement de "privilégier les mécanismes de reddition de comptes respectueux de l'autonomie des groupes communautaires et sensibles à la réalité qui est la leur". Il y est même stipulé que "les exigences en matière de reddition de comptes ne doivent pas avoir pour effet d'accroître le fardeau des organismes sous ce rapport". Nous demandons que les nouvelles exigences introduites soient réévaluées à partir de cette orientation. Ainsi, un "rapport de mission de compilation" ne devrait pas être exigé pour les organismes ou regroupements dont le financement est inférieur à 100 00 \$, à moins d'un rehaussement substantiel de la subvention au-delà des plafonds inscrits dans les programmes 2001-2002.

EN CONCLUSION

Pour le Comité aviseur, il est absolument essentiel que soient réglés les différents écueils identifiés dans le présent Avis. Et cela dans le cadre de programmes dont le caractère transitoire sera dûment précisé. Il y va de la confiance accordée au processus mis en place. Des précisions et des correctifs s'imposent.

Le Comité aviseur considère que les balises nationales, qui seront bientôt en élaboration dans le cadre d'un processus de travail conjoint avec le SACA, devront à bien des égards préciser la portée et la teneur des programmes d'aide financière du Fonds d'aide.

Les membres des comités de travail du Comité aviseur sur la défense collective des droits et le Fonds d'aide sont disponibles pour toute rencontre ou échange qui pourrait être nécessaire en complément du présent Avis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION				
RÉGIONS	Subventions versées au programme 1	Subventions versées au programme 2	Subventions versées au programme 3	TOTAL
01 - Bas-Saint-Laurent	317 000 \$	174 000 \$	18 000 \$	509 000,00 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	341 000 \$	233 000 \$	0 \$	574 000,00 \$
03 - Capitale-Nationale	388 000 \$	487 000 \$	50 000 \$	925 000,00 \$
04 - Mauricie	409 000 \$	224 000 \$	70 000 \$	703 000,00 \$
05 - Estrie	509 000 \$	205 000 \$	0 \$	714 000,00 \$
06 - Montréal	1 578 000 \$	1 763 000 \$	319 300 \$	3 660 300,00 \$
07 - Outaouais	283 000 \$	221 000 \$	35 000 \$	539 000,00 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	213 000 \$	96 000 \$	59 000 \$	368 000,00 \$
09 - Côte-Nord	126 000 \$	94 000 \$	0 \$	220 000,00 \$
10 - Nord-du-Québec	10 000 \$	10 000 \$	0 \$	20 000,00 \$
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	173 000 \$	129 000 \$	35 000 \$	337 000,00 \$
12 - Chaudière-Appalaches	446 000 \$	161 000 \$	0 \$	607 000,00 \$
13 - Laval	168 000 \$	127 000 \$	0 \$	295 000,00 \$
14 - Lanaudière	280 000 \$	239 000 \$	25 000 \$	544 000,00 \$
15 - Laurentides	201 000 \$	298 000 \$	15 000 \$	514 000,00 \$
16 - Montérégie	1 032 000 \$	593 000 \$	0 \$	1 625 000,00 \$
17 - Centre-du-Québec	537 000 \$	187 000 \$	15 000 \$	739 000,00 \$
TOTAL	7 011 000,00 \$	5 241 000,00 \$	641 300,00 \$	12 893 300,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 01 - Bas-Saint-Laurent

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action chômage Kamouraska inc.	20 000,00 \$
Action populaire Rimouski-Neigette	12 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la péninsule	22 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage	18 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis	18 000,00 \$
Association pocatoise des personnes handicapées inc.	10 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Vallée de la Matapédia	60 000,00 \$
G.E.A.S.K. (Groupement d'entraide des assistés sociaux du Kamouraska)	14 000,00 \$
Le regroupement des personnes à faible revenu - Vallée de la Matapédia	15 000,00 \$
Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB	18 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent	50 000,00 \$
	<u>317 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des personnes handicapées visuelles de la région 02 inc.	16 000,00 \$
Association régionale pour les personnes épileptiques (région 02)	10 000,00 \$
Comité des droits sociaux d'Alma	25 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du ROC	60 000,00 \$
L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi	20 000,00 \$
La corporation de développement communautaire des Deux-Rives	60 000,00 \$
La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.	25 000,00 \$
Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.	20 000,00 \$
Loge m'entraide	10 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougama	30 000,00 \$
Recif-02	50 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté du Saguenay inc.	15 000,00 \$
	<u>341 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Action-Chômage de Québec	25 000,00 \$
Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées	20 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)	30 000,00 \$
Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.	10 000,00 \$
Carrefour adaptation Québec	10 000,00 \$
Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest	12 000,00 \$
Coalition gaie et lesbienne - Québec	24 000,00 \$
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec	10 000,00 \$
Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur	22 000,00 \$
Comité populaire St-Jean-Baptiste	15 000,00 \$
Comité régional des usagers des transports en commun (03 et 012)	20 000,00 \$
Communications Basse-Ville	20 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de Québec	20 000,00 \$
Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)	10 000,00 \$
Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain	20 000,00 \$
Les amis et amies de la terre de Québec	15 000,00 \$
Ligue des droits et libertés - section de Québec	10 000,00 \$
Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.	12 000,00 \$
Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec	15 000,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (03) Portneuf - Québec - Charlevoix	50 000,00 \$
Regroupement pour l'intégration sociale de Charlevoix	18 000,00 \$
	<u>388 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 04 - Mauricie

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

"Association coopérative d'économie familiale de la Mauricie"	20 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs Mauricie-Centre-du-Québec inc.	9 000,00 \$
ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie	20 000,00 \$
Bulletin communautaire Le tour d'y voir	15 000,00 \$
Comité d'action des non-organisés de Trois-Rivières inc.	20 000,00 \$
Comité logement Trois-Rivières inc.	13 000,00 \$
Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Francheville (CDC de Francheville)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Maskinongé inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Mékinac	36 000,00 \$
Groupement pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières et Trois-Rivières Ouest inc.	10 000,00 \$
Mouvement action-chômage Trois-Rivières	20 000,00 \$
Parrainage civique du Trois-Rivières métropolitain	12 000,00 \$
R.D.D.S. (Cap-de-la-Madeleine) inc.	24 000,00 \$
R.D.D.S. (Shawinigan) inc.	13 000,00 \$
Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie	15 000,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	50 000,00 \$
	<hr/>
	409 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 05 - Estrie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des locataires du quartier nord de Sherbrooke inc.	12 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Estrie (05) inc.	12 000,00 \$
Collectif pour le libre choix de Sherbrooke	15 000,00 \$
Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.	15 000,00 \$
Concertation femmes Estrie	50 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la M.R.C. d'Asbestos	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Granit	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Sherbrooke-Métro	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Memphrémagog	60 000,00 \$
Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région	8 000,00 \$
Illusion-Emploi de l'Estrie	20 000,00 \$
L'action plus de Sherbrooke inc.	20 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	10 000,00 \$
L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.	20 000,00 \$
Ligue des droits et libertés (section Estrie)	15 000,00 \$
Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.	22 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain	15 000,00 \$
Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos	12 000,00 \$
Solidarité populaire Estrie	20 000,00 \$
Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie	18 000,00 \$
Table ronde des OVEP de l'Estrie	9 000,00 \$
	<u>509 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des aides familiales du Québec	36 000,00 \$
Association des locataires de Villeray inc.	25 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	5 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	5 000,00 \$
Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)	20 000,00 \$
Association québécoise des personnes de petite taille inc.	20 000,00 \$
Association québécoise Plaidoyer-Victimes	30 000,00 \$
Bingo-Lib Québec	30 000,00 \$
BRAS Villeray	18 000,00 \$
Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.	25 000,00 \$
Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre	16 000,00 \$
Comité chômage de Montréal	36 000,00 \$
Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve	18 000,00 \$
Comité logement Bordeaux-Cartierville inc.	15 000,00 \$
Comité provincial des adultes fibro-kystiques	20 000,00 \$
Comité-Chômage de l'est de Montréal	36 000,00 \$
Comité-Logement centre-sud de Montréal	20 000,00 \$
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	12 000,00 \$
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Rosemont inc.	60 000,00 \$
Développement québécois de la sécurité des femmes	25 000,00 \$
Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve	18 000,00 \$
F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles	45 000,00 \$
Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec	50 000,00 \$
Fédération des femmes du Québec	50 000,00 \$
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	30 000,00 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	20 000,00 \$
Force jeunesse inc.	20 000,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	50 000,00 \$
Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.	30 000,00 \$
Infologis de l'est de l'île de Montréal	30 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec	24 000,00 \$
Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal	15 000,00 \$
L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)	40 000,00 \$
L'association féminine d'éducation et d'action sociale	36 000,00 \$
L'R des centres de femmes du Québec	40 000,00 \$
La CDC de la Pointe, région est de Montréal	60 000,00 \$
La corporation Dire enfin la violence	24 000,00 \$
La ligue des droits et libertés	40 000,00 \$
La ligue des Noirs du Québec	15 000,00 \$
Le regroupement des organismes bénéficiaires de bingos (ROBIN)	24 000,00 \$
Le réseau québécois des groupes écologistes	30 000,00 \$
Ligue des femmes du Québec	10 000,00 \$
Regroupement des aidants-naturels de Montréal	20 000,00 \$
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec	24 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc.	10 000,00 \$
Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles	10 000,00 \$
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	50 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 7)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 07 - Outaouais

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Action santé Outaouais	25 000,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)	50 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais	25 000,00 \$
Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau	10 000,00 \$
Association pour la défense des droits sociaux, Hull	30 000,00 \$
Association pour les personnes handicapées de la Petite Nation	14 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Rond Point	60 000,00 \$
Logement occupé	33 000,00 \$
Mouvement action-chômage Outaouais	36 000,00 \$
	<u>283 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 8)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	6 000,00 \$
Corporation de développement communautaire d'Amos	60 000,00 \$
L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue	22 000,00 \$
L'association pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de Dubuisson et les environs	12 000,00 \$
R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda	18 000,00 \$
Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)	10 000,00 \$
Regroupement d'entraide sociale du Témiscamingue	20 000,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	50 000,00 \$
Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue	15 000,00 \$
	<u>213 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 9)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 09 - Côte-Nord

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association des personnes avec difficultés visuelles de Manicouagan	8 000,00 \$
L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.	20 000,00 \$
Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier	20 000,00 \$
Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles	6 000,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.	50 000,00 \$
Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive	22 000,00 \$
	<u>126 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 10)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 10 - Nord-du-Québec

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Table régionale des organismes communautaires du Nord-du-Québec

10 000,00 \$

10 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (1 - 11)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
APHAC	10 000,00 \$
Association des handicapés Val-Rosiers	11 000,00 \$
Centre pour handicapés La joie de vivre de Chandler inc.	15 000,00 \$
Droits devant	10 000,00 \$
Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles	13 000,00 \$
Épilepsie - Gaspésie Sud	16 000,00 \$
L'AHMI Association pour personnes handicapées de Murdochville inc.	10 000,00 \$
L'association des personnes à faible revenu Denis-Riverin	15 000,00 \$
L'association des personnes handicapées du secteur CLSC L'estran inc.	8 000,00 \$
La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles	50 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	15 000,00 \$
	<u>173 000,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12a - (1 - 12)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 12 - Chaudière-Appalaches	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Aide aux travailleurs accidentés - K.L.M. (A.T.A.)	25 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins	18 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon	10 000,00 \$
Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud	12 000,00 \$
Association des locataires de Thetford Mines inc.	13 000,00 \$
Au point... où j'en suis	16 000,00 \$
Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante	10 000,00 \$
Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.	16 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Amiante	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc.	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Desjardins et Chutes-de-la-Chaudière	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Montmagny-L'Islet	60 000,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	50 000,00 \$
	<u>446 000,00 \$</u>

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 13)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 13 - Laval

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.	20 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section	10 000,00 \$
Carrefour d'intercultures de Laval	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Laval	60 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Laval	16 000,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	50 000,00 \$
	<u>168 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 14)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 14 - Lanaudière

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Action populaire des Moulins	20 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière	22 000,00 \$
Association des personnes handicapées physiques Rive-Nord inc.	6 000,00 \$
Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière	12 000,00 \$
Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin	24 000,00 \$
Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont	24 000,00 \$
Association pour un environnement familial et social sécuritaire (Lanaudière)	20 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	10 000,00 \$
Association québécoise pour les enfants atteints d'audimutité (AQEA) chapitre Lanaudière	11 000,00 \$
Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière	30 000,00 \$
Le mouvement des personnes d'abord de Joliette	15 000,00 \$
Le regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (R.A.S.J.M.)	12 000,00 \$
Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)	14 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière	10 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	50 000,00 \$
	<u>280 000,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12a - (1 - 15)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits	
Région 15 - Laurentides	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides	36 000,00 \$
Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme	15 000,00 \$
D.O.S.E. M.R.C. Deux-Montagnes	24 000,00 \$
Maison populaire d'Argenteuil	20 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache	18 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse	18 000,00 \$
Regroupement des handicapés visuels des Laurentides	10 000,00 \$
Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides	10 000,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	50 000,00 \$
	<u>201 000,00 \$</u>

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (1 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 16 - Montérégie

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association coopérative d'économie familiale de Granby	26 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud	12 000,00 \$
Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent	20 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Sud-Ouest	8 000,00 \$
Association des usagers des transports adaptés aux personnes handicapées de la rive-sud de Montréal	16 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	10 000,00 \$
Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.	20 000,00 \$
Comité chômage du Haut-Richelieu	25 000,00 \$
Comité des citoyens du logement de Châteauguay	15 000,00 \$
Comité logement Beauharnois	10 000,00 \$
Comité logement de Valleyfield	11 000,00 \$
Comité-Logement Montérégie inc.	15 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la Haute-Yamaska	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent	36 000,00 \$
Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.	20 000,00 \$
Épilepsie Granby et région inc.	10 000,00 \$
Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.	12 000,00 \$
Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles reven	30 000,00 \$
L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.	30 000,00 \$
L'association des droits des minorités du Grand Châteauguay	20 000,00 \$
La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.	60 000,00 \$
Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe	4 000,00 \$
Mouvement action chômage de St-Hyacinthe	12 000,00 \$
Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield	15 000,00 \$
Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu	30 000,00 \$
Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.	25 000,00 \$
Regroupement des usagers de transport adapté Haut-Richelieu (R.U.T.A.H.R.)	15 000,00 \$
Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté	10 000,00 \$
Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)	15 000,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	50 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)	30 000,00 \$
	<u>1 032 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (1 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 1 Soutien à la défense collective des droits

Région 17 - Centre-du-Québec

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des locataires des Bois-Francis	15 000,00 \$
Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) secti	16 000,00 \$
C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)	12 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour	36 000,00 \$
Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Drummond inc.	60 000,00 \$
Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	60 000,00 \$
Emmanuel, l'amour qui sauve	15 000,00 \$
Envir-Action	10 000,00 \$
La fédération des mouvements personnes d'abord du Québec inc.	20 000,00 \$
La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec	50 000,00 \$
Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable	18 000,00 \$
RATTACQ Regroupement d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés du Centre du Québec	15 000,00 \$
Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	10 000,00 \$
Table nationale des corporations de développement communautaire	80 000,00 \$
	<u>537 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 01 - Bas-Saint-Laurent

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Carrefour d'initiatives populaires de Rivière-du-Loup	12 000,00 \$
Comité parrains-marraines du K.R.T.B.	5 000,00 \$
Comptoir de linge "À la boutonnière" de St-Juste-du-Lac	9 000,00 \$
Cuisines collectives de Cabano	14 000,00 \$
Cuisines collectives de Dégelis	15 000,00 \$
Cuisines collectives du Haut-Pays	20 000,00 \$
Info-Éveil de la région de Matane (Association des familles monoparentales et recomposées)	10 000,00 \$
Maison de la famille du Grand-Portage	15 000,00 \$
Maison des familles de la Matapédia	16 000,00 \$
Maison des jeunes "La piôte"	12 000,00 \$
Moisson Kamouraska	5 000,00 \$
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata	15 000,00 \$
Relais santé (Matane)	16 000,00 \$
Service de dépannage alimentaire du Témiscouata	10 000,00 \$
	<u>174 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 2)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Parents uniques" Lac-St-Jean Est	8 000,00 \$
Centre communautaire d'aide à la jeunesse Tandem Lac-Saint-Jean-Est	10 000,00 \$
Centre de bénévolat Soif de vivre de La Baie	8 000,00 \$
Groupe de ressources pour les troubles de panique - G.R.T.P.	18 000,00 \$
L'association monoparentale La relance inc.	8 000,00 \$
Le patro de Jonquière inc.	16 000,00 \$
Maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi inc.	24 000,00 \$
Maison de jeunes de St-Prime	10 000,00 \$
Maison de jeunes L'exode	18 000,00 \$
Maison des familles de La Baie	12 000,00 \$
Maison des jeunes (12-18) L'entre-parenthèse de Chambord	10 000,00 \$
Maison des jeunes Alaxion	15 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Bruno du Lac St-Jean	10 000,00 \$
Maison des jeunes St-Honoré	10 000,00 \$
Sentiers nouveaux inc.	15 000,00 \$
Service alimentaire "La recette"	10 000,00 \$
Service budgétaire et communautaire d'Alma	7 000,00 \$
Service communautaire de consultation individualisée de Chicoutimi inc.	24 000,00 \$
	<u>233 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association des grands-parents de Beauport inc.	12 000,00 \$
Association des personnes intéressées à l'aphasie (A.P.I.A.)	10 000,00 \$
Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Québec métro (03-12) inc.	10 000,00 \$
Audiothèque pour personnes handicapées de l'imprimé du Québec inc.	18 000,00 \$
Centre communautaire de Beauport inc.	16 000,00 \$
Centre Durocher inc.	11 000,00 \$
Centre Mgr Marcoux inc.	19 000,00 \$
Comptoir communautaire Saint-Joseph	12 000,00 \$
Demi-Lune	18 000,00 \$
Fédération québécoise des centres communautaires de loisir	48 000,00 \$
Fondation fête d'enfant Dédé inc.	13 000,00 \$
Gîte du nomade	20 000,00 \$
Joujouthèque Basse-Ville	16 000,00 \$
L'association des grands brûlés F.L.A.M.	10 000,00 \$
La courtepoinette	12 000,00 \$
Le centre récréatif St-François d'Assise inc.	19 000,00 \$
Le Centrespoir-Charlesbourg inc.	20 000,00 \$
Le patro Roc-Amadour (1978) inc.	10 000,00 \$
Les aspirants travailleurs et travailleuses	20 000,00 \$
Les loisirs Montcalm inc.	8 000,00 \$
Lis-moi tout Limoilou	14 000,00 \$
Maison de la famille D.A.C. (Droits d'accès Charlesbourg)	10 000,00 \$
Maison de la famille St-Ambroise	10 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Émile	6 000,00 \$
Maison des jeunes L'atôme	12 000,00 \$
Maison du bénévolat de Charlesbourg	20 000,00 \$
Maison Plaisir de vivre pour hommes en difficulté du Grand Charlevoix	10 000,00 \$
Organisation québécoise des personnes atteintes du cancer (1984) inc.	8 000,00 \$
Patro de Charlesbourg inc.	10 000,00 \$
Patro Laval inc.	16 000,00 \$
Relais d'espérance	15 000,00 \$
Ressource Génésis Charlevoix inc.	12 000,00 \$
Service d'aide à l'adaptation des immigrants et immigrantes (S.A.A.I.)	10 000,00 \$
Service familial d'accompagnement supervisé	12 000,00 \$

487 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 04 - Mauricie

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Allaitement-Soleil	10 000,00 \$
Association d'aide aux personnes démunies de Maskinongé	10 000,00 \$
Centre de femmes de Shawinigan inc.	12 000,00 \$
Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM)	11 000,00 \$
Centre loisir Multi-Plus	9 000,00 \$
Centre régional de prévention de la criminalité, Mauricie/Centre-du-Québec	12 000,00 \$
F.A.I.R.E. (Familles d'appui et intervention pour un réseau d'entraide)	7 000,00 \$
L'association des aidants naturels et aidantes naturelles du Bassin Maskinongé "Mains tendres"	12 000,00 \$
La maison de l'abondance	12 000,00 \$
Le centre Landry (1980) inc.	13 000,00 \$
Local Action jeunes	12 000,00 \$
Loisirs jeunesse du Cap-de-la-Madeleine inc.	15 000,00 \$
Maison des familles Chemin du roi inc.	18 000,00 \$
Maternaide du Québec	12 000,00 \$
Parents-Secours du Québec inc.	32 000,00 \$
Pavillon St-Arnaud inc.	7 000,00 \$
Travail de rue communautaire de la MRC de Maskinongé	10 000,00 \$
Travailleurs de rue de La Tuque inc.	10 000,00 \$
	<u>224 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 5)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 05 - Estrie

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association québécoise pour les enfants atteints d'audi-mutité, chapitre Estrie	12 000,00 \$
Azimet Nord	5 000,00 \$
Carrefour accès loisirs inc.	8 000,00 \$
Centre communautaire de loisir Sherbrooke inc.	7 000,00 \$
Centre d'entraide plus de l'Estrie	14 000,00 \$
Centre d'intervention en violence et abus sexuels de l'Estrie	16 000,00 \$
Centre de santé des femmes de l'Estrie	12 000,00 \$
Centre des femmes Memphrémagog	13 000,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	10 000,00 \$
La cuisine amitié de la M.R.C. d'Asbestos	5 000,00 \$
La grande table	16 000,00 \$
La ligue pour la protection de l'enfance de l'Estrie inc.	14 000,00 \$
Les services d'entraide alimentaire de la M.R.C. du Haut-Saint-François	12 000,00 \$
Les tabliers en folie	10 000,00 \$
Maison des grands-parents de Sherbrooke	10 000,00 \$
Maison des jeunes de Fleurimont	8 000,00 \$
S.O.S. grossesse (Estrie)	10 000,00 \$
Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.	15 000,00 \$
Unité Domrémy d'Asbestos	8 000,00 \$
	<u>205 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

"Maison multiethnique Myosotis" inc.	20 000,00 \$
Action secours, vie d'espoir	10 000,00 \$
Action solidarité Grand Plateau	30 000,00 \$
Alerte Centre-Sud	15 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec	24 000,00 \$
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	36 000,00 \$
Association du syndrome de Sjögren inc.	15 000,00 \$
Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis	15 000,00 \$
Association L'amitié n'a pas d'âge	15 000,00 \$
Association québécoise des personnes aphasiques	24 000,00 \$
Association sportive et communautaire du Centre-Sud inc.	13 000,00 \$
Ateliers d'alphabétisation du S.A.C. Anjou inc.	12 000,00 \$
Ateliers d'éducation populaire de Mercier	20 000,00 \$
Baobab familial	15 000,00 \$
C.A.R.E., (Centre d'activités récréatives et éducatives)	10 000,00 \$
Carrefour communautaire de Rosemont, L'entre-gens inc.	8 000,00 \$
Carrefour d'alimentation et de partage St-Barnabé inc.	16 000,00 \$
Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles	20 000,00 \$
Carrefour des femmes de Saint-Léonard	15 000,00 \$
Carrefour solidarité Anjou	17 000,00 \$
CASA-CAFI (Centre d'aide aux familles immigrantes)	14 000,00 \$
CCSE Maisonneuve	10 000,00 \$
Centre Alpha-Sourd	24 000,00 \$
Centre communautaire de loisir de la Côte des Neiges	7 000,00 \$
Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie	19 000,00 \$
Centre communautaire La patience	15 000,00 \$
Centre communautaire multi-ethnique de Montréal-Nord	15 000,00 \$
Centre d'aide à la famille	24 000,00 \$
Centre d'entraide et de ralliement familial Le C.E.R.F.	24 000,00 \$
Centre d'orientation paralégale et sociale pour immigrants (C.O.P.S.I.) inc.	20 000,00 \$
Centre de loisirs Monseigneur Pigeon	5 000,00 \$
Centre des femmes haïtiennes de Rivière des Prairies	15 000,00 \$
Centre éducatif communautaire René Goupil	20 000,00 \$
Centre haïtien d'organisation, de ressources et de référence d'Anjou	24 000,00 \$
Centre haïtien de regroupement et d'intégration à la société canadienne et québécoise C.H.R.I.S.O.C.	12 000,00 \$
Centre récréatif Poupart inc.	19 000,00 \$
Club intergénération La Petite Patrie	16 000,00 \$
Comité de la semaine québécoise des familles	40 000,00 \$
Comité social Centre-Sud inc.	20 000,00 \$
Communauté vietnamienne au Canada région Montréal	20 000,00 \$
Continuité famille auprès des détenues C.F.A.D.	15 000,00 \$
Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart	7 000,00 \$
Cuisines collectives St-Roch	20 000,00 \$
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	20 000,00 \$
Fondation pour l'art thérapeutique et l'art brut au Québec	12 000,00 \$
GEMO (Groupe d'entraide de Mercier-Ouest)	20 000,00 \$
Groupe-Ressource des personnes assistées sociales du Plateau Mont-Royal inc.	24 000,00 \$
La clé des champs Groupe d'entraide pour agoraphobes	24 000,00 \$
La rue des femmes de Montréal	24 000,00 \$

SOURCE : Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du:

6 mars 2002

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 06 - Montréal

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Le bouclier d'Athéna, services familiaux	12 000,00 \$
Le C.A.R.R.É. Comptoir alimentaire de rencontres, de références et d'entraide inc.	15 000,00 \$
Le centre communautaire des gais et lesbiennes de Montréal	24 000,00 \$
Le centre d'action bénévole de Rivière-des-Prairies	16 000,00 \$
Le centre des femmes de Pointe-aux-Trembles	24 000,00 \$
Le club populaire des consommateurs de la Pointe St-Charles	24 000,00 \$
Le comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de St-Henri	20 000,00 \$
Le net Centre des jeunes de Lachine inc.	14 000,00 \$
Le patro Le Prévost	7 000,00 \$
Le projet Harmonie	20 000,00 \$
Le relais populaire inc.	24 000,00 \$
Le repère des jeunes Île-des-Soeurs	16 000,00 \$
Loisirs olympiques Ste-Marie inc.	22 000,00 \$
Maison de jeunes de Saint-Léonard	18 000,00 \$
Milieu éducatif La source	24 000,00 \$
Mission du grand berger	18 000,00 \$
Mouvement fraternité multi-ethnique inc.	23 000,00 \$
Multi-Femmes deux inc.	20 000,00 \$
Pause parents-enfants de Verdun inc.	12 000,00 \$
Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve	20 000,00 \$
Pères séparés inc.	5 000,00 \$
Programme alternative au décrochage du Plateau Mont-Royal	8 000,00 \$
Projet 80 inc.	5 000,00 \$
Projet de prévention des toxicomanies: Cumulus	20 000,00 \$
Promotion intervention en milieu ouvert inc.	15 000,00 \$
Regroupement des bureaux de parrainage civique du Québec	30 000,00 \$
Regroupement des cuisines collectives du Grand Plateau	24 000,00 \$
Regroupement des cuisines collectives du Québec	48 000,00 \$
Regroupement des magasins-partage de l'Île de Montréal	12 000,00 \$
Regroupement jeunesse en marche du Québec	24 000,00 \$
Regroupement québécois pour personnes avec acouphènes (R.Q.P.A.).	18 000,00 \$
Rencontres-Cuisines	15 000,00 \$
Repère (Relation d'entraide pour une paternité renouvelée)	15 000,00 \$
Réseau - Bénévoles de Verdun inc.	17 000,00 \$
Réseau hommes Québec (R.H.Q.)	14 000,00 \$
Réseau québécois pour la santé du sein voie d'expression des femmes	24 000,00 \$
ROCIDEC, Regroupement des organismes communautaires d'intervention auprès des jeunes décroche	35 000,00 \$
Santrapol roulant (Québec) inc.	18 000,00 \$
Service d'aide communautaire et de liaison pour immigrants de Notre-Dame-de-Grâce (SACLI)	24 000,00 \$
Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)	10 000,00 \$
Société canadienne de la sclérose en plaques (section Montréal)	12 000,00 \$
Société Ressources-Loisirs de Pointe-aux-Trembles	10 000,00 \$
Solidarité Saint-Henri	15 000,00 \$
Solidarités Villieray	25 000,00 \$
Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain	48 000,00 \$
Tel-Écoute	20 000,00 \$

1 763 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 7)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 07 - Outaouais

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association pour personnes souffrant de douleur chronique	7 000,00 \$
Donnes-toi une chance	24 000,00 \$
Entraide-Deuil de l'Outaouais	12 000,00 \$
Groupe entre femmes de l'Outaouais	20 000,00 \$
La souprière de l'amitié de Gatineau inc.	24 000,00 \$
Le centre d'entraide des aînés de Buckingham	12 000,00 \$
Le relais des jeunes Gatinois	16 000,00 \$
Maison de l'amitié de Hull	12 000,00 \$
Patro de Fort-Coulonge / Mansfield	11 000,00 \$
Prévention spécialisée en toxicomanie	24 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires du Pontiac	18 000,00 \$
Service animation jeunesse de l'Outaouais inc.	17 000,00 \$
Suicide détour	24 000,00 \$
	<u>221 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 8)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 08 - Abitibi-Témiscamingue

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Campus-Jeunesse	20 000,00 \$
Centre Bernard-Hamel	20 000,00 \$
Groupe image du Témiscamingue (G.I.T.)	12 000,00 \$
La maison de la famille d'Amos inc.	10 000,00 \$
Le centre de bénévolat Lac-Témiscamingue	10 000,00 \$
Les grands frères et grandes soeurs de l'Abitibi-Ouest	6 000,00 \$
Société Alzheimer de la Vallée de l'Or inc.	12 000,00 \$
Société Alzheimer de Rouyn-Noranda	6 000,00 \$
	<hr/>
	96 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 9)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 09 - Côte-Nord

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Carrefour familial de Chute-aux-Outardes	12 000,00 \$
Centre communautaire pour les aînés de Ragueneau inc.	5 000,00 \$
Centre Le volet des femmes	8 000,00 \$
Comité jeunesse de Pointe-aux-Outardes	8 000,00 \$
L'entre-deux-tournants	24 000,00 \$
La maison du Tonnerre	8 000,00 \$
Le chemin de l'espoir de Port-Cartier	14 000,00 \$
Maison des jeunes "La source" Minganie	15 000,00 \$
	<u>94 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 10)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 10 - Nord-du-Québec

Nom de l'organisme

*Montant de
l'engagement*

Regroupement de "Bouches à oreilles"

10 000,00 \$

10 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 11)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Family ties Carrefour famille New Carlisle	8 000,00 \$
Grands amis de la baie	12 000,00 \$
Grands-frères et grandes-soeurs de Gaspé inc.	8 000,00 \$
Interface Baie-des-Chaleurs	5 000,00 \$
La CADOC	10 000,00 \$
La soupe populaire "L'étincelle"	10 000,00 \$
La source alimentaire Bonavignon inc.	24 000,00 \$
Maison de la famille Parenfant Gaspé	8 000,00 \$
Maison des jeunes de Caplan	10 000,00 \$
Maison des jeunes de Carleton	10 000,00 \$
Maison des jeunes de St-Elzéar	12 000,00 \$
Parrainage civique de Gaspé	12 000,00 \$
	<hr/>
	129 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 12)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 12 - Chaudière-Appalaches

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association de l'action volontaire de Beauce	8 000,00 \$
Centre J'ai du génie	12 000,00 \$
Club parentaïde Beauce-Centre	20 000,00 \$
Groupe l'avenir économique de Ste-Apolline	10 000,00 \$
L'assiettée beauceronne	12 000,00 \$
La ressource de Lotbinière	10 000,00 \$
La société Alzheimer Chaudière-Appalaches	15 000,00 \$
Le patro de Lévis inc.	8 000,00 \$
Maison de la famille R.E.V. Rive-Sud	15 000,00 \$
Moisson Beauce inc.	20 000,00 \$
Ouvre ton coeur à l'espoir	10 000,00 \$
Stan-Jeunes	5 000,00 \$
Unité Donrémey de Thetford Mines inc.	16 000,00 \$
	<u>161 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 13)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 13 - Laval

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association amicale des jeunes & parents «Agape» inc.
Association des personnes aphasiques de Laval
Centre d'écoute de Laval
Le relais du quartier de St-Vincent-de-Paul
Maison de quartier Vimont
Maison des jeunes de Sainte-Dorothée
Oasis, Unité mobile d'intervention
S.O.S. jeunesse

24 000,00 \$
14 000,00 \$
8 000,00 \$
24 000,00 \$
13 000,00 \$
10 000,00 \$
10 000,00 \$
24 000,00 \$

127 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 14)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 14 - Lanaudière

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association des personnes handicapées de Brandon	9 000,00 \$
Association des personnes handicapées, du secteur Berthier	18 000,00 \$
Centre d'entraide Mandeville inc.	14 000,00 \$
Centre de bénévolat Brandon inc.	12 000,00 \$
Cible famille Brandon inc.	12 000,00 \$
La manne quotidienne	14 000,00 \$
La souprière Joliette-Lanaudière	10 000,00 \$
Le comptoir alimentaire de la Haute Matawinie	12 000,00 \$
Le relais jeunesse de Lavaltrie	10 000,00 \$
Le réseau des aidants naturels D'Autray	10 000,00 \$
Les ailes de l'espoir de St-Calixte	10 000,00 \$
Les cuisines collectives de Matha	24 000,00 \$
Maison des jeunes "Le gros orteil"	15 000,00 \$
Maison des jeunes de Ste-Marcelline	10 000,00 \$
Maison des jeunes Jeunesse-Énergie	10 000,00 \$
Moisson Lanaudière	12 000,00 \$
Popote roulante La Plaine	3 000,00 \$
Service d'accompagnement Montcalm Matawinie	10 000,00 \$
Solidarité sociale de Rawdon	24 000,00 \$

239 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 15)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 15 - Laurentides

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
"Café communautaire L'entre-gens" de Sainte-Adèle, comté Rousseau	15 000,00 \$
Amie du quartier	14 000,00 \$
Association de parents Panda de Ste-Thérèse-de-Blainville	10 000,00 \$
Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides	20 000,00 \$
Atelier des aînés de la M.R.C. Rivière du Nord	20 000,00 \$
Centre d'aide et de références de Sainte-Anne-des-Plaines	15 000,00 \$
Centre ressource jeunesse N.D.L.	12 000,00 \$
Comptoir d'entraide de Labelle	12 000,00 \$
La maison des jeunes de Grenville et agglomération	15 000,00 \$
La popote roulante d'Argenteuil inc.	10 000,00 \$
La rencontre de Ste-Marguerite du Lac Masson	12 000,00 \$
Le coin Alpha	15 000,00 \$
Maison de la famille de Bois-des-Filion	12 000,00 \$
Manne du jour	20 000,00 \$
Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge	8 000,00 \$
Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts	12 000,00 \$
Parents uniques des Laurentides	11 000,00 \$
Parents-Toujours inc.	12 000,00 \$
Sablier	12 000,00 \$
Service collectif aux familles de Notre-Dame-du-Laus	18 000,00 \$
Signée femmes - Le centre de femmes	13 000,00 \$
Tangage des Laurentides	10 000,00 \$
	<u>298 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 16)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 16 - Montérégie

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Action-Services aux aidants de parents âgés - Longueuil	10 000,00 \$
Association Avante	4 000,00 \$
Association canadienne pour la santé mentale filiale Sorel-St-Joseph-Tracy	10 000,00 \$
Association de parents de personnes handicapées de Brome Missisquoi	8 000,00 \$
Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Rive-Sud	11 000,00 \$
Association des familles monoparentales et recomposées de St-Hyacinthe	14 000,00 \$
Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska	8 000,00 \$
Association Granby pour la déficience intellectuelle	8 000,00 \$
Association québécoise des troubles d'apprentissage de Bedford, section Brome-Missisquoi	24 000,00 \$
Carrefour communautaire L'arc-en-ciel	10 000,00 \$
Centre communautaire des aînés et aînées de Longueuil	12 000,00 \$
Centre de femmes La marg'elle inc.	24 000,00 \$
Centre Le faré	15 000,00 \$
Club des jeunes de Longueuil	12 000,00 \$
Complexe Le partage	6 000,00 \$
Cuisine collective Soulanges	10 000,00 \$
Entre ailes Ste-Julie	15 000,00 \$
Grands frères/grandes soeurs du Suroît inc.	15 000,00 \$
Grenier aux trouvailles (Partage sans faim)	24 000,00 \$
Groupe d'entraide G.E.M.E.	10 000,00 \$
Groupe d'entraide L'expression libre du Haut Richelieu	24 000,00 \$
L'association des parents des enfants handicapés de la région de Saint-Hyacinthe inc.	12 000,00 \$
L'association du syndrome de Turner du Québec	10 000,00 \$
L'école de la vie de Longueuil	12 000,00 \$
L'écrit tôt de Saint-Hubert	11 000,00 \$
L'entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu inc.	16 000,00 \$
L'équipe d'accompagnement "Au diapason"	15 000,00 \$
La halte familiale	9 000,00 \$
La maison des jeunes "Le boum"	12 000,00 \$
La maison des jeunes de Beaujeu	15 000,00 \$
La porte du passant inc.	12 000,00 \$
Le centre communautaire Le trait d'union	13 000,00 \$
Le coin du partage Beauharnois inc.	10 000,00 \$
Le comité Popote roulante de Farnham inc.	5 000,00 \$
Le repas du passant	18 000,00 \$
Les cuisines collectives de la Montérégie	24 000,00 \$
Les grands frères & grandes soeurs de La Vallée du Richelieu inc.	8 000,00 \$
Maison des jeunes de Sutton inc.	16 000,00 \$
Mouvement action loisirs (M.A.L.I.)	10 000,00 \$
Organisme de prévention toxicomanie L'option Brome-Missisquoi	15 000,00 \$
Parrainage civique de la Vallée du Richelieu	10 000,00 \$
Parrainage civique Saint-Hubert	14 000,00 \$
Réconfort pour avancer	8 000,00 \$
Regroupement d'entraide des personnes en perte d'autonomie (R.E.P.P.A.)	10 000,00 \$
Regroupement Entraide pour la mère et ses enfants de Bedford (E.M.E.)	8 000,00 \$
Tel-Aide région de Valleyfield	14 000,00 \$
Trait-D'union montréalais	12 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 16)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires	
Région 16 - Montérégie	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
	<u>593 000.00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (2 - 17)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 2 Soutien aux cibles prioritaires

Région 17 - Centre-du-Québec

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

ADISEP Drummond inc.	12 000,00 \$
Carrefour familial de Manseau (CFM)	8 000,00 \$
Centre communautaire d'Arthabaska inc.	5 000,00 \$
Centre communautaire Drummondville-Sud inc.	13 000,00 \$
Centre communautaire Pierre-Lemaire	7 000,00 \$
Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.	7 000,00 \$
Centre communautaire St-Pierre inc.	9 000,00 \$
Centre d'action bénévole "Contact"	7 000,00 \$
Chez-nous entre hommes	10 000,00 \$
Groupe d'entraide "L'entraîn"	10 000,00 \$
La maison des femmes des Bois-Francis	7 000,00 \$
La ruche aire-ouverte inc.	6 000,00 \$
Les cuisines collectives des Bois-Francis	18 000,00 \$
Maison des femmes de Drummondville	14 000,00 \$
Maison des jeunes de Saint-Cyrille de Wendover	14 000,00 \$
Organisme de récupération alimentaire et de services St-Eusèbe	8 000,00 \$
Parrainage civique des Bois-Francis inc.	10 000,00 \$
Répit jeunesse	12 000,00 \$
Toit Jef inc.	10 000,00 \$
	<u>187 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 1)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement

Région 01 - Bas-Saint-Laurent

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Association des personnes handicapées visuelles du Bas-Saint-Laurent

18 000,00 \$

18 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 3)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement

Région 03 - Capitale-Nationale

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

(Le) pavois - Programme d'activités valorisantes offrant interaction et soutien
Plan Nagua inc.

25 000,00 \$

25 000,00 \$

50 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 4)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement

Région 04 - Mauricie

Nom de l'organisme

Montant de l'engagement

Bulletin communautaire Le tour d'y voir

20 000,00 \$

Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec

10 000,00 \$

La Gazette populaire de la Mauricie

20 000,00 \$

Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie

20 000,00 \$

70 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 6)

Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement

Région 06 - Montréal

<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ	40 000,00 \$
Association pour l'éducation interculturelle du Québec	16 000,00 \$
Comité des femmes du Haut-Anjou	19 800,00 \$
Communautique	25 000,00 \$
Fédération des associations coopératives d'économie familiale du Québec	48 000,00 \$
Fédération du Québec pour le planning des naissances	40 000,00 \$
Front commun des assistés sociaux du Québec inc.	35 000,00 \$
Regroupement des bureaux de parrainage civique du Québec	15 000,00 \$
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes	40 000,00 \$
Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)	23 000,00 \$
Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal	17 500,00 \$
	<u>319 300,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 7)

<p>Titre Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.</p>	
<p align="center">PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement</p>	
<p align="center">Région 07 - Outaouais</p>	
<p align="center"><i>Nom de l'organisme</i></p>	<p align="center"><i>Montant de l'engagement</i></p>
Atelier d'éducation populaire	10 000,00 \$
L'association pour enfants ayant des troubles d'apprentissage (chapitre de l'Outaouais)	25 000,00 \$
	<u>35 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 8)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Corporation de développement des Coteaux	6 500,00 \$
Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	35 000,00 \$
Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue	17 500,00 \$
	<u>59 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche 12a - (3 - 11)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine)	10 000,00 \$
Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	25 000,00 \$
	<u>35 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12a - (3 - 14)

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 14 - Lanaudière	
<i>Nom de l'organisme</i>	<i>Montant de l'engagement</i>
Centre de femmes Marie-Dupuis	25 000,00 \$
	<u>25 000,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12a - (3 - 15)

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 15 - Laurentides	
Nom de l'organisme	Montant de l'engagement
Le centre de femmes Les unes et les autres inc.	15 000,00 \$
	<u>15 000,00 \$</u>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

12a - (3 - 17)

PROGRAMME 3 Soutien aux projets de développement	
Région 17 - Centre-du-Québec	
Nom de l'organisme	Montant de l'engagement
Projet Place aux jeunes	15 000,00 \$
	<u>15 000,00 \$</u>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12b

Titre: Dans chacun des programmes:

Politique et critères d'attribution des subventions.

Critères d'admissibilité

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué ou reconnu en vertu d'une loi du Québec et dont les activités se déroulent au Québec.
- Être issu de la communauté et soutenu par cette-dernière.
- L'organisme doit démontrer :
 - Que ses activités sont en conformité avec sa charte;
 - Qu'il mène une action sociale susceptible d'améliorer les conditions de vie des personnes et des populations;
 - Qu'il adopte une approche qui tient compte de toute la personne et de son environnement;
 - Qu'il intervient de manière à favoriser la prise en charge individuelle et collective;
 - Qu'il intervient auprès d'une catégorie de personnes ou de diverses populations mais pas uniquement auprès de ses membres;
 - Qu'il fonctionne selon des règles démocratiques;
 - Qu'il réalise des activités depuis deux ans dans le secteur d'activité concerné par la demande, et ce, pour les programmes 1 et 2.

Critères d'appréciation de la demande

- La conformité entre les activités et les orientations de l'organisme ou des regroupements et les objectifs du programme visé.
- La population desservie, les activités ou les services offerts par l'organisme ou le regroupement ainsi que les modes d'intervention.
- La vie associative de l'organisme ou du regroupement.
- La situation financière et le réalisme budgétaire.
- Les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de ressources humaines et les prêts de ressources matérielles et techniques.
- L'étendue du territoire et la densité démographique.
- L'équité interrégionale et intrarégionale.
- L'équité interorganismes.

Facteurs d'exclusion

- Une fondation engagée prioritairement dans la distribution de fonds.
- Le Fonds ne peut servir à combler en tout ou en partie un déficit accumulé.
- L'achat ou la rénovation de biens immobiliers.
- Les organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12b

Titre: Dans chacun des programmes:
Politique et critères d'attribution des subventions.

Critères d'admissibilité

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué ou reconnu en vertu d'une loi du Québec et dont les activités se déroulent au Québec.
- Être issu de la communauté et soutenu par cette-dernière.
- L'organisme doit démontrer :
 - Que ses activités sont en conformité avec sa charte;
 - Qu'il mène une action sociale susceptible d'améliorer les conditions de vie des personnes et des populations;
 - Qu'il adopte une approche qui tient compte de toute la personne et de son environnement;
 - Qu'il intervient de manière à favoriser la prise en charge individuelle et collective;
 - Qu'il intervient auprès d'une catégorie de personnes ou de diverses populations mais pas uniquement auprès de ses membres;
 - Qu'il fonctionne selon des règles démocratiques;
 - Qu'il réalise des activités depuis deux ans dans le secteur d'activité concerné par la demande, et ce, pour les programmes 1 et 2.

Critères d'appréciation de la demande

- La conformité entre les activités et les orientations de l'organisme ou des regroupements et les objectifs du programme visé.
- La population desservie, les activités ou les services offerts par l'organisme ou le regroupement ainsi que les modes d'intervention.
- La vie associative de l'organisme ou du regroupement.
- La situation financière et le réalisme budgétaire.
- Les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de ressources humaines et les prêts de ressources matérielles et techniques.
- L'étendue du territoire et la densité démographique.
- L'équité interrégionale et intrarégionale.
- L'équité interorganismes.

Facteurs d'exclusion

- Une fondation engagée prioritairement dans la distribution de fonds.
- Le Fonds ne peut servir à combler en tout ou en partie un déficit accumulé.
- L'achat ou la rénovation de biens immobiliers.
- Les organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

12c

Titre Dans chacun des programmes – liste des organismes dont la demande a fait l'objet d'un refus pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.

L'information demandée exige une extraction particulière du système de gestion des demandes (SGD). Cette information pourrait être disponible ultérieurement si le besoin en était exprimé.

Toutefois, la fiche présentée en annexe donne le portrait du nombre de demandes refusées par programme et par région.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche

12c

Titre	Dans chacun des programmes - liste des organismes dont la demande à fait l'objet d'un refus pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2001-2002.
--------------	---

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

ÉTAT DES DEMANDE INITIALES REFUSÉES VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION			
RÉGIONS	Nombre de demandes initiales refusées au programme 1	Nombre de demandes initiales refusées au programme 2	Nombre de demandes initiales refusées au programme 3
01 - Bas-Saint-Laurent	8	19	11
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	8	42	8
03 - Capitale-Nationale	26	44	18
04 - Mauricie	17	25	7
05 - Estrie	10	18	10
06 - Montréal	47	133	56
07 - Outaouais	5	32	4
08 - Abitibi-Témiscamingue	5	20	3
09 - Côte-Nord	3	15	4
10 - Nord-du-Québec	0	4	0
11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	5	25	9
12 - Chaudière-Appalaches	7	33	7
13 - Laval	6	16	4
14 - Lanaudière	13	31	8
15 - Laurentides	6	32	4
16 - Montérégie	9	75	17
17 - Centre-du-Québec	8	16	2
TOTAL	183	580	172

Total des demandes initiales refusées versées: 935

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

33

Titre: La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un (des) employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.

Le Secrétariat à l'action communautaire autonome n'a créé aucune société (OSBL) depuis son existence.

Le Secrétariat n'a pas l'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL) au cours des cinq dernières années. Toutefois, comme chaque demande de subvention donne lieu à un examen de la charte de l'organisme, il est en mesure d'affirmer qu'aucune société OSBL créée par un ou des employés du SACA n'a été soutenu financièrement au cours des cinq dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

34

Titre: Dépenses effectuées en 2001-2002 par le ministère et ses organismes dans les technologies de l'information:

- a) Téléphonie
- b) Matériel informatique
- c) Logiciels
- d) Programmation
- e) Formation

(1)

A) Téléphonie cellulaire et coût d'utilisation :	1 149 \$
(Coûts d'utilisation – voir Renseignements généraux, fiche 10)	
Téléphonie (coûts d'utilisation – Fonds des services de télécom.)	23 187 \$
B) Matériel informatique	15 992 \$
(Acquisition d'ordinateurs – voir Renseignements généraux, fiche 27)	
C) Logiciels	2 500 \$
D) Programmation	0 \$
E) Formation	453 \$
(La formation dont il est fait mention à la fiche 10 des Renseignements généraux inclut 453 \$ de cours de formation donnés par la firme Multihexa sur des logiciels d'application)	

⁽¹⁾ Selon les états financiers intérimaires en date du 28 février 2002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2002-2003

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche :

35

Titre: Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès à l'information aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

Conformément à l'article 16 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, la liste de classement des ministères et organismes est disponible que pour consultation sur place.